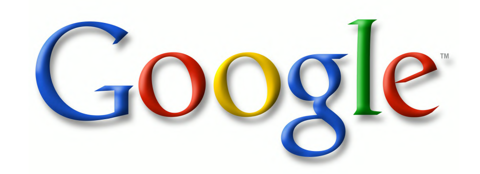


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

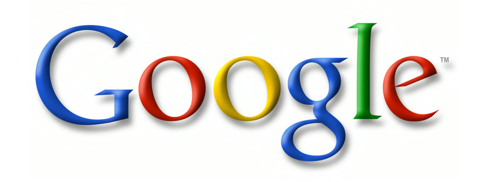
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

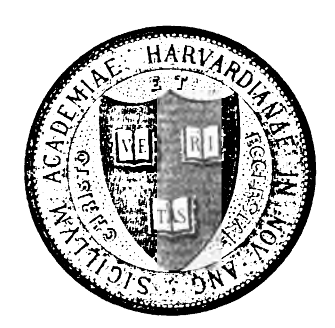
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


3 2044 103 251 583

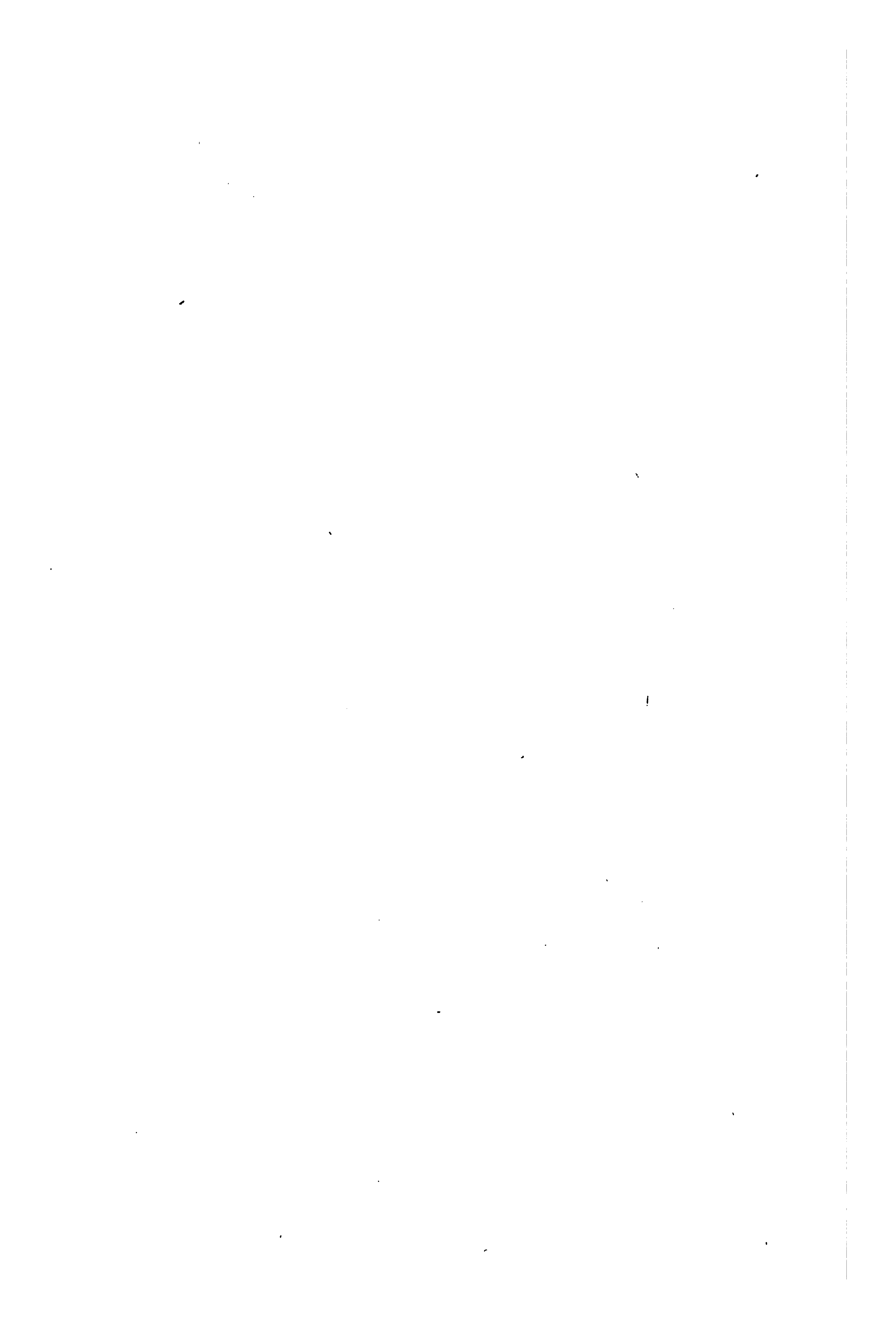
87
1325
1.25

Bd Nov 1925



HARVARD LAW LIBRARY

Received Mar 18 1925



Bind in
Oct 2
2b

NEGOCIOS EXTERNOS

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

NA

SESSÃO LEGISLATIVA DE 1887

PELO

MINISTRO E SECRETARIO D'ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

NEGOCIAÇÕES RELATIVAS Á DELIMITAÇÃO

DAS

POSSESSÕES PORTUGUEZAS E ALLEMÃS NA AFRICA MERIDIONAL



LISBOA

IMPRENSA NACIONAL

1887

NEGOCIOS EXTERNOS

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

NEGOCIOS EXTERNOS

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

NA

SESSÃO LEGISLATIVA DE 1887

26

PELO

MINISTRO E SECRETARIO D'ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

NEGOCIAÇÕES RELATIVAS Á DELIMITAÇÃO

DAS

POSSESSÕES PORTUGUEZAS E ALLEMÃS NA AFRICA MERIDIONAL



LISBOA
IMPRENSA NACIONAL
1887

MAR 18 1925

NEGOCIAÇÕES RELATIVAS Á DELIMITAÇÃO

DAS

POSSESSÕES PORTUGUEZAS E ALLEMÃS NA AFRICA MERIDIONAL

N.º 1

O SR. DE SCHMIDTHALS, MINISTRO DA ALLEMANHA EM LISBOA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE, MINISTRO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

Lisbonne, le 18 octobre 1884. — Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, a l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de s. exce mr. le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Très-Fidèle.

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, afin de sauvegarder plus efficacement les intérêts du commerce allemand sur les côtes occidentales de l'Afrique, y a pris quelques territoires sous sa protection. Ceci a été accompli, soit en vertu de traités qui ont été conclus par le consul général Nachtigall, envoyé en Afrique occidentale, avec des chefs nègres indépendants, soit en suite des demandes de protection formulées par des sujets allemands, qui avaient acquis certains territoires par des traités contractés avec des chefs indépendants.

En conséquence de quoi les territoires sous-énoncés:

Le long de la côte dite des Esclaves (Sklaven-Küste) le territoire Togo avec les ports de Lome et de Bageida;

Dans la baie de Biafra les territoires de Bimbia avec l'isle de Nicol, de Cameruns, de Malimba jusqu'à la partie la plus septentrionale, de Petit-Batanga, de Plantation et Criby, et

Dans l'Afrique SW. les territoires situés le long de la côte entre le cap Frio et le fleuve Orange à l'exception de la baie de Baleine (Walfisch-Bai) ont été mis sous la protection de Sa Majesté l'Empereur; ce qui a été manifesté extérieurement en arborant le pavillon de guerre impérial et en posant des pieux de limite; en même temps la promesse a été donnée que tous les droits existants et prouvables des tiers seront respectés.

Le soussigné a été chargé de porter ce qui précède à la connaissance du gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

En ayant l'honneur, etc.

N.º 2

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL MINISTRO PLENIPOTENCIARIO DE PORTUGAL EM BERLIM

Lisboa, 30 de junho de 1885. — Ill.mo e ex.mo sr. — No mappa que acompanha o *Livro Branco* allemão ácerca da questão do Zaire vem indicado o parallelo 18° como territorio meridional das possessões portuguezas de Angola.

Ha n'isto manifesto engano, pois que o limite S. d'aquellas nossas possessões é o parallelo do cabo Frio, que anda por 18° 24′ de latitude meridional. Assim o reconheceu o governo allemão muito recentemente, quando notificou ás potencias a sua occupação dos territorios que comprehendem Angra Pequena e são limitados ao N. pelo parallelo do cabo Frio, ao S. pelo do rio de Orange.

A pag. 86 do nosso *Livro Branco* de 1885 encontrará v. ex.ª a nota que a tal respeito me dirigiu o barão de Schmidthals, e n'ella verá a confirmação do que acabo de dizer.

Comquanto não possa ter o menor receio de que o governo allemão se prevaleça em tempo algum do que é um manifesto equivoco da sua cartographia official, julgo comtudo conveniente que v. ex.ª chame por escripto para este ponto a attenção d'esse ministro dos negocios estrangeiros.

Deus guarde, etc.

N.º 3

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE

Berlim, 20 de julho de 1885. — Ill.mo e ex.mo sr. — Logo que recebi o despacho de v. ex.ª com data de 30 de junho, dirigi a este governo uma nota, de que junto tenho a honra de remetter copia, em conformidade do que me era ordenado.

Esperava a resposta para dar por concluido este incidente, porém, como se demora, apesar de na minha ultima entrevista com o conde de Berchem, que ficou substituindo o conde de Bismark, eu ter de passagem notado que seria conveniente ficar este negocio perfeitamente assentado, julgo não dever esperar mais tempo sem dar conta a v. ex.ª de haver cumprido o que se serviu determinar-me.

V. ex.ª concordará, me parece, que o facto do recebimento d'aquella exposição sem contestação alguma, pela fórma como está redigida, é mais uma prova de que os dois governos estão de accordo.

Entretanto hei de persistir na utilidade de ficar firmada a opinião d'este governo e communicarei a v. ex.ª sem detença qualquer solução.

Deus guarde, etc.

N.º 4

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. CONDE DE HATZFELDT

Legation de Portugal à Berlin, le 6 juillet 1885.—Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Fidèle, a reçu des instructions de son gouvernement, qui lui font un devoir de s'adresser à s. ex^{ce} mr. le comte de Hatzfeldt, ministre d'état, secrétaire d'état aux affaires étrangères de l'empire, afin d'appeler son attention sur la convenance de constater dès à présent une contradiction qui se produit entre la carte qui acompagne le *Livre Blanc* allemand publié en avril dernier et la notification faite par le ministre de l'Allemagne en Portugal, au nom de son gouvernement, des occupations récentes de l'empire sur la côte occidentale d'Afrique.

La carte indique le parallèle 18° comme limite méridionale des possessions portugaises d'Angola, tandis que la notification du ministre de Sa Majesté l'Empereur mentionne le parallèle du cap Frio comme limite N. des territoires d'Angra Pequena.

Cette assertion est celle qui a été toujours émise et son caractère officiel devrait enlever toute espèce de doute, nonobstant il a paru désirable au gouvernement de Sa Majesté de signaler au gouvernement impérial l'erreur cartographique qui s'est produite sans toutefois ébranler sa conviction sur l'identité d'apréciation des deux gouvernements en cette matière.

Le soussigné saisis, etc.

N.º 5

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Lisboa, 29 de julho de 1885.—Illmo e ex.^{mo} sr.—Pelo officio de v. ex.^{a} e annexo tomei conhecimento da nota por v. ex.^{a} dirigida ao conde de Berchem, cujo teor approvo. Comquanto o facto do recebimento da nota de v. ex.^{a} sem contestação alguma seja effectivamente, como v. ex.^{a} diz, uma prova de que os dois governos estão de accordo, no emtanto seria para desejar que houvesse a este respeito uma declaração expressa do governo imperial.

Deus guarde, etc.

N.º 6

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. JOSÈ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE

Memorandum

Lissabon den 1sten December 1885.—Die Grenzlinie zwischen dem deutschen Schutzgebiete Angra Pequena und der portugiesischen Kolonie Mossamedes harrt noch ihrer endgültigen Feststellung.

In verschiedenen völkerrechtlichen Aktenstücken, so, unter anderen, in den zwischen Portugal und Grossbritannien unter dem 28 Juli 1817 geschlossenen Vertrage und in den zu London im Jahre 1884 gepflogenen Verhandlungen (Englisches Blaubuch Afrika, n.° 2 1884), wird der 18te Grad südlicher Breite stets als die Südgrenze der portugiesischen Besitzungen an der westafrikanischen Küste bezeichnet.

Von der Ansicht ausgehend, dass diese also beglaubigten Angaben auch der Thatsache entsprächen, hatte die Kaiserliche Regierung im vorigen Jahre das Küstenland bis zum 18ten Grade südlicher Breite als herrenloses Gebiet in Besitz genommen, während ihr neuerdings seitens der Königlich portugiesischen Regierung das Kap Frio als derjenige Küstenpunkt bezeichnet worden ist, bis zu welchem die Südgrenze der Provinz Angola reiche.

Grosse Unsicherheit herrscht auch bezüglich der südöstlichen Demarkationslinie jener Kolonie, und doch scheint eine Regelung dieser Frage um so wünschenswerther als mittlerweile eine deutsche Gesellschaft von Angra Pequena aus, verschiedene Erwerbungen gemacht hat, welche sich auf einen Theil des Caoco-Feldes erstrecken und den oberen Lauf des Kunene-Flusses berühren.

Von dem Wunsche beseelt, etwaigen Differenzen welche aus dem Vorgehen dieser Genossenschaft entstehen koennten, rechtzeitig vorzubeugen, würde es die Kaiserliche Regierung mit Dank erkennen, wenn die Regierung Seiner Allertreuesten Majestät des Königs von Portugal damit einverstanden wäre, wegen genauerer Feststellung der beiderseitigen Machtsphären in Südwest-Afrika in Verhandlungen zu treten.

TRADUCÇÃO

Lisboa, 1 de dezembro de 1885.—A linha de limite entre o territorio de Angra Pequena sob o protectorado da Allemanha e a colonia portugueza de Mossamedes carece de fixação definitiva.

Em differentes actos que fazem parte do direito publico internacional, entre outros no tratado celebrado entre Portugal e a Gran-Bretanha em 28 de julho de 1817 e nas negociações effectuadas em 1884 em Londres (*Livro Azul* inglez relativo á Africa, n.° 2, de 1884) figura o 18° de latitude austral como o limite S. das possessões portuguezas na costa occidental da Africa.

Convencido da authenticidade e exacção d'estas indicações, tomou o governo allemão no anno passado posse da costa até o 18° de latitude, que reputava territorio sem possuidor; recentemente, porém, fez-lhe o governo portuguez saber que a provincia de Angola se dilatava ao S. até o cabo Frio.

Subsiste por igual grande incerteza com respeito á linha de demarcação na parte SE. d'esta colonia e todavia parece ser tanto mais para desejar a resolução d'esta questão quanto, recentemente, uma companhia allemã em Angra Pequena adquiriu varios terrenos que se alargam por parte do territorio Caoco e vão até o curso inferior do Cunene.

Animado do desejo de opportunamente obstar a eventuaes desavenças que ve-

nham a suscitar os actos d'esta companhia, considerar-se-ía o governo imperial reconhecido se o governo de Sua Magestade Fidelissima o Rei de Portugal se achasse disposto a entrar em negociações tendentes a determinar com mais rigor a esphera de interesses de ambos os governos na costa SO. de Africa.

N.º 7

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE AO SR. DE SCHMIDTHALS

Memorandum

Lisboa, 15 de dezembro de 1885.—Não ha duvida que na convenção de 28 de julho de 1817 entre Portugal e a Inglaterra se considera o 18° parallelo de latitude meridional como determinando a fronteira das possessões portuguezas de Angola, e que tambem no *Livro Azul,* Africa n.º 2, 1884, se faz referencia áquelle mesmo parallelo; mas é tambem certo que o cabo Frio foi sempre indicado e reconhecido como o ponto extremo S. d'aquella nossa provincia, e que as expressões parallelo 18° e parallelo do cabo Frio foram sempre empregadas como equivalentes.

Nas cartas de Angola, publicadas pelo governo portuguez e sob seus auspicios, acha-se assignalado o parallelo do cabo Frio como fronteira meridional de Angola, e o mesmo se observa nas mais auctorisadas cartas de Africa estrangeiras, francezas, inglezas e allemãs, merecendo especial menção entre as ultimas as publicadas pelo instituto geographico de Weimar.

Apenas n'uma recente carta allemã, annexa ao acto geral da conferencia de Berlim, vem delimitado pelo parallelo 18° a provincia de Angola; mas a resposta que o governo imperial deu ás observações amigaveis que a tal respeito lhe foram apresentadas pelo representante de Portugal em Berlim deixou no animo do governo de Sua Magestade Fidelissima a convicção que não havia da parte d'aquelle governo a intenção de impugnar a legitimidade de uma fronteira ha tanto tempo e tão universalmente admittida.

Os direitos de Portugal foram, porém, respeitados pela Allemanha quando o governo imperial tomou posse de Angra Pequena: na notificação, que em 18 de outubro de 1884 o sr. barão de Schmidthals transmittiu em nome do seu governo ao de Sua Magestade Fidelissima, se acha expressamente consignado que os territorios adquiridos para o imperio da Allemanha na Africa SO. são os territorios situados ao longo da costa entre o cabo Frio e o rio Orange, com excepção da bahia das Baleias (Walfisch-Bai).

O parallelo do cabo Frio no fim do seu prolongamento para E. constitue a fronteira meridional de Angola. No entanto o governo de Sua Magestade Fidelissima reconhece a conveniencia de se definir, por commum accordo e com maior precisão, a fronteira das possessões limitrophes da Allemanha e de Portugal, de

modo que fique definitivamente estatuida a esphera de acção que cada uma das duas potencias poderá exercer desassombradamente n'esta parte do continente africano.

N.º 8

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES MINISTRO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

Lisbonne, le 27 juillet 1886. — Mr. le ministre. — En me référant aux conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec v. ex^ce quant à la question de régler d'un commun accord la frontière encore incertaine entre le territoire d'Angra Pequena, placé sous le protectorat de l'empire allemand, et la province de Mossamedes, je m'empresse de porter à la connaissance de v. ex^ce que je viens d'être chargé d'entamer avec elle des négociations pour arriver à un arrangement qui fixe d'une manière définitive dans le S. d'Afrique une ligne de démarcation entre la sphère des intérêts allemands et celle des intérêts portugais.

C'est dans ce but que j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à v. ex^ce un *memorandum* qui indique les vues et les propositions du gouvernement de l'empereur, mon auguste maître, quant à l'affaire en question.

Veuillez agréer, etc.

N.º 9

MEMORANDUM

Lissabon, den 27 Juli 1886. — Die Kaiserliche Regierung hat wiederholt dem Wunsche Ausdruck verliehen, die zwischen dem Deutschen Reiche und Portugal bestehenden freundschaftlichen Beziehungen enger zu knüpfen und zu diesem Zwecke für die friedliche Mitwirkung beider Mächte an der Erschliessung Afrika's im Interesse der Kultur und des Handels eine feste und gesicherte Grundlage zu gewinnen. Mit Rücksicht auf die Nachbarschaft zwischen den beiderseitigen Besitzungen in Südwest-Afrika und auf die fortgesetzten Bestrebungen der deutschen und portugiesischen Staatsangehörigen, ihre Unternehmungen in das Innere des afrikanischen Kontinents auszudehnen, erscheint es für die Erhaltung eines dauernden Einvernehmens nützlich, sich endgültig über gewisse Grenzen zu verständigen, innerhalb deren einer jeden der beiden Maechte die Freiheit ihrer Action behufs stetiger Entwickelung der kolonisatorischen Thätigkeit bewahrt werde.

Von dieser Absicht geleitet, schlägt die Kaiserliche Regierung eine Abmachung auf nachstehenden Grundlagen vor:

Es soll eine Linie gezogen werden, welche, ausgehend von der Mündung des Cunene, dem Laufe desselben auf dem linken Ufer folgt bis zu dem Punkte, welcher dem portugiesischen Militärposten Humbe gegenüber liegt. Von hier aus soll die

Linie auf dem Breiten-Parallel von Humbe nach Osten verlängert werden, bis sie den Zambesi trifft, unter thunlichster Berücksichtigung der Grenzen der einheimischen Staaten in jenen Gegenden.

Die Kaiserliche Regierung verzichtet auf alle Rechte und Ausprüche, welche sie bezüglich der nördlich von dieser Linie gelegenen Gebiete geltend machen könnte und verpflichtet sich gleichzeitig, sich einer jeden politischen Einwirkung nördlich von dieser Linie zu enthalten. Die portugiesische Regierung spricht hinsichtlich aller südlich von dieser Linie gelegenen Gebiete den gleichen Verzicht aus unter Uebernahme der gleichen Verpflichtung.

TRADUCÇÃO

Lisboa, 27 de julho de 1886. — Tem o governo allemão, por mais de uma vez, manifestado o desejo de estreitar as amigaveis relações existentes entre o imperio allemão e Portugal, e de fixar, n'esse proposito, uma base segura á acção simultanea e pacifica de ambas as potencias no empenho de dilatar o commercio e a cultura da Africa.

Em vista da proximidade a que se encontram as possessões das duas corôas, e das diligencias successivamente empregadas pelos subditos allemães e portuguezes em ampliar a sua acção pelo interior do continente africano, parece vantajosa á manutenção de um duradouro accordo a definitiva fixação de limites certos, em que seja licito a cada uma das duas potencias exercer de futuro a sua actividade colonisadora.

N'este intuito propõe o governo imperial a estipulação de um convenio nas seguintes bases:

Traçar-se-ha uma linha que, partindo da foz do Cunene, siga pela margem esquerda o curso d'este rio até o ponto fronteiro ao presidio portuguez do Humbe. D'aqui prolongar-se-ha para E., no parallelo do Humbe até chegar ao Zambeze, acompanhando quanto possivel as fronteiras dos estados nativos d'aquellas regiões.

O governo imperial desiste de todos os direitos e pretensões que possa allegar aos territorios que fiquem ao N. d'esta linha e simultaneamente se obriga a abster-se de qualquer interferencia politica ao N. da mesma linha. O governo portuguez faz identica desistencia relativamente aos territorios que se acham ao S. da referida linha, assumindo obrigação identica á mencionada acima.

N.º 10

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. DE SCHMIDTHALS

Lisboa, 4 de agosto de 1886. — Illmo e ex.^{mo} sr. — Accusando a recepção da nota que v. ex.ª me dirigiu em 27 de julho ultimo, acompanhada de um *memorandum* resumindo as vistas do governo imperial ácerca da questão, para nós momen-

tosa, da delimitação entre as possessões portuguezas e allemãs da costa occidental de Africa, cumpre-me, em primeiro logar, significar-lhe a satisfação com que o governo de Sua Magestade Fidelissima notou o tom amigavel que predomina nos dois referidos documentos. Ao desejo natural que sempre animou o governo de Lisboa de manter com o do imperio as relações mais cordiaes, acresceu recentemente, pelo facto dos pontos de contacto que hoje temos em Africa, a conveniencia, mais do que isto, a necessidade, de concertar entre os dois povos uma acção respeitadora dos direitos de cada um, e cooperando para o fim commum de patentear á civilisação e ao commercio o interior do continente africano.

N'este sentido a demarcação ao S. de Angola de uma linha, que limite a esphera de actividade e as tentativas de extensão do dominio de Portugal e da Allemanha para o sertão africano é sem duvida um primeiro passo e o mais essencial para evitar conflictos futuros e assegurar melhor essa desejada communidade de esforços.

É ao abrigo d'esta convicção e sob o imperio d'esse sentimento que foi redigido o *memorandum* annexo, encerrando a contra-proposta formulada pelo governo portuguez. Sujeitando-a á apreciação e exame do gabinete de Berlim, por lhe parecer em tudo equitativa e mais conforme com a situação reciproca das duas nações na Africa, no momento actual, o governo de Sua Magestade Fidelissima de modo algum se recusa, porém, a examinar por seu lado as objecções que de encontro a ella possam suscitar-se; sendo certo, como acima fica dito, que o domina o desejo de estabelecer um accordo tal, que possa considerar-se satisfactorio para ambas as partes, e seja um documento da boa vontade que nos anima, por nosso lado, para com a Allemanha.

Aproveito, etc.

N.º 11

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. DE SCHMIDTHALS

Memorandum

Lisboa, 4 de agosto de 1886.—Propõe o governo imperial no *memorandum* de 27 de julho, que se adopte para linha de delimitação entre as possessões portuguezas e allemãs da costa occidental de Africa, o curso do rio Cunene, desde a sua foz até o ponto da margem S. que fica fronteiro ao posto militar portuguez do Humbe.

A partir d'esse ponto seria a linha de limite que separaria a esphera de acção das duas potencias, o parallelo do Humbe até o ponto em que este, prolongado para E., viesse cortar o rio Zambeze, tendo-se quanto possivel em conta n'esta demarcação os limites dos estados indigenas.

Acceita esta linha de demarcação, o governo imperial desistiria de todos e quaesquer direitos e pretensões que podesse fazer valer sobre territorios situados ao N. da mesma linha, e obrigar-se-ía igualmente a abster-se de exercer ou de procurar exercer toda e qualquer influencia politica para o N. do limite assim traçado

Identico compromisso tomaria por seu lado o governo portuguez com respeito ás regiões situadas ao S. da linha referida

Apreciando esta proposta cumpre notar, primeiro que nada, que ella envolve uma não indifferente cessão de territorios, porquanto o limite S. da provincia de Angola desce, como é sabido, até ao cabo Frio.

E comquanto, por uma errada determinação da latitude d'este promontorio em alguns antigos instrumentos diplomaticos e entre elles na convenção de 28 de julho de 1817 entre Portugal e a Gran-Bretanha, se fixe o parallelo de 18° para limite S. da provincia de Angola, é certo que no cabo Frio o fixam a quasi totalidade das cartas de Africa, o consenso das nações e a persistente affirmação do governo portuguez.

N'este sentido se pronunciára já o meu predecessor o conselheiro Barbosa du Bocage na correspondencia trocada com essa legação imperial e particularmente na sua ultima nota de 15 de dezembro findo, que ficou sem resposta até esta data.

Ali se allude aos termos da notificação feita em 18 de outubro de 1884 ao governo de Sua Magestade Fidelissima pelo governo de Berlim ácerca do protectorado estabelecido pela Allemanha desde o rio Orange até ao cabo Frio.

E os termos d'esta notificação íam de accordo, entre outros documentos, com o telegramma dirigido do cabo da Boa Esperança em 5 de setembro de 1884 pelo sr. Lippert ao ministerio dos negocios estrangeiros em Berlim, e no qual se communicava que por participação telegraphica do commandante da canhoneira *Wolf*, constava haver sido collocada sob o protectorado allemão toda a costa desde 26° de latitude S. até ao cabo Frio, com excepção unica de Walfisch Bai. Communicação identica, com designação expressa do Cabo Frio, se effectuára por telegramma de 7 de setembro de 1884, em que o sub-secretario d'estado o sr. Busch ordenava ao encarregado de negocios imperial em Londres que informasse confidencialmente o governo de Sua Magestade Britannica ácerca do protectorado assumido, dentro d'aquelles limites, na costa occidental.

De accordo com estes factos, e com o direito affirmado sempre pela corôa de Portugal se acham tambem elaboradas a grande maioria das cartas de Africa, mesmo, as allemãs, e entre estas deve citar-se muito especialmente a magnifica «Carta especial de Africa» ha pouco publicada pelo instituto geographico de Justus Perthes em Gotha.

Sem insistir, porém, n'este ponto, tão evidentes parecem as rasões de facto e de direito em que se funda o governo portuguez, é certo que ainda mesmo quando se adoptasse o limite do parallelo de 18°, o que por lado de Portugal se contesta, a proposta allemã, recuando a fronteira de Angola até ao curso do Cunene, sempre envolveria uma cessão importante de territorio, que a reciproca situação actual das occupações portugueza e allemã não parece justificar,

Concorda o governo de Sua Magestade Fidelissima na conveniencia de, quanto possivel, escolher para limites das suas possessões africanas, linhas geographicas naturaes, como cursos de agua, linhas de cumiada em serrania e portanto de facil determinação, etc. N'este sentido o Cunene, embora, como succede com tantos ou-

tros rios africanos, reduzido na sua foz, em grande parte do anno, a um extenso areal que absorve e dá subterranea vasão ás aguas fluviaes, não deixa de ser uma natural e conveniente demarcação. Não succede porém outro tanto, na hypothese da proposta imperial, desde que se abandona o curso do Cunene, fixando-se então para demarcação uma linha mathematica, um parallelo, e este ainda sujeito ás incertezas da delimitação sempre indefinida e variavel dos estados indigenas, delimitação a que deverá quanto possivel cingir-se. Não estará aqui precisamente um germen d'essas futuras complicações que os dois governos tanto mostram ter a peito o evitar?

Posto isto, parece, portanto, ao governo portuguez que, respeitando os factos existentes e o direito reconhecido, se poderia com vantagem substituir á proposta formulada pelo gabinete de Berlim uma outra que, procurando, quanto possivel, apoiar-se em pontos geographicamente determinados, aproveite a par d'isso os accidentes naturaes do terreno mais proprios para o traçado de uma linha de limites.

A fronteira S. da provincia de Angola ficaria assim marcada por uma linha que partindo do cabo Frio fosse direita a Schomohahi e seguindo pelo cordão orographico do lado do nascente viesse bater em Otymorongo. Continuando d'ahi para a margem septentrional do Etocha e rio Ovampo prolongar-se-ía então até ás lagoas Ansun do Berg Damara.

Das lagoas Ansun seguiria o rio Omaramba até cortar o parallelo de 18°, dirigindo-se depois a Mai-Iní, e pela margem N. do Tlhobe proseguindo então até á confluencia d'este com o Zambeze.

N'esta linha de limites, que procura quanto possivel, como acima fica dito, adaptar-se ao estado actual das cousas na costa, e aos accidentes naturaes do terreno, descendo umas vezes e subindo outras, para alem do parallelo do cabo Frio, apenas ficaria menos bem determinada, por effeito da incerteza ainda hoje existente nos conhecimentos geographicos d'esta parte da Africa central, a porção que fica entre a lagoa de Etocha e Mai-Iní.

Submettendo esta contra-proposta ao exame do governo imperial, o gabinete de Lisboa não se nega, mais uma vez convem affirmal-o, a acceitar a tal respeito aquellas modificações que em Berlim pareçam convenientes, mórmente se por parte do governo imperial se não duvidasse ampliar o convenio projectado aos territorios da costa oriental, onde hoje começam tambem a defrontar-se interesses portuguezes e allemães, obrigando-se a Allemanha por seu lado a definir desde já o limite S. de quaesquer tentativas de estabelecimento de protectorados e de expansão por parte de subditos allemães para o interior do sertão africano pelo lado oriental.

N'este pensamento de precisar em convenios internacionaes a legitima esphera de acção de Portugal, e de garantir, quanto possivel, a livre communicação entre as possessões portuguezas das duas costas, natural *desideratum* do povo portuguez, que tantas vezes e desde seculos tem visto atravessadas por nacionaes seus essas vastas regiões, se inspira o artigo IV do convenio recentemente celebrado com a França, convenio que definiu os limites das possessões portuguezas e francezas na Guiné e no Zaire.

Para esse artigo, susceptivel desde já, particularmente no que respeita ao limite N. para o interior do sertão da provincia de Moçambique, de uma definição mais precisa, se chama a particular attenção do governo imperial.

N.º 12

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisbonne, le 9 septembre 1886. — Mr. le ministre. — Je m'étais empressé de porter à la connaissance du gouvernement impérial le contenu de la note que v. ex^ce a bien voulu m'adresser sous la date du 4 août dernier, ainsi que le *memorandum* y annexé concernant la délimitation de la frontière entre le territoire allemand d'Angra Pequena et la province de Mossamedes.

J'ai maintenant l'honneur de transmettre dans le mémoire ci-joint la réponse du cabinet de Berlin à la susdite communication.

En priant v. ex^ce de vouloir bien me faire connaître, en son temps, la décision prise à cet égard par le gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, je saisis, etc.

N.º 13

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Pro-memoria

In dem Memorandum der Koeniglich Portugiesischen Regierung vom 4ten August d. J., welches die Erwiderung auf die in dem Memorandum der Kaiserlichen Regierung vom 27 Juli d. J. gemachten Vorschläge für eine Abgrenzung der beiderseitigen Interessensphären in Südwest-Afrika enthält, wird hervorgehoben, dass eine Annahme der deutschen Grenzlinie eine nicht unbeträchtliche Cession von portugiesischen Gebieten in sich schliessen würde, da die Südgrenze der Provinz Angola sich bekanntlich bis zum Kap Frio herabziehe.

Was diese letztere Angabe betrifft, so hat hierüber bereits wiederholt ein mündlicher und schriftlicher Meinungsaustausch zwischen den Kabinetten von Berlin und Lissabon stattgefunden. Das portugiesische Promemoria vom 14 Dezember v. J. — in dem jetzt vorliegenden Memorandum irrthümlich als Note vom 15 Dezember bezeichnet, — war die Antwort auf ein von dem Kaiserlichen Gesandten in Lissabon am 1 desselben Monats übergebenes Aide-Mémoire, worin die Gründe entwickelt waren, aus welchen die Kaiserliche Regierung sich für berechtigt hielt, den 18ten Grad südlicher Breite als Südgrenze der portugiesischen Besitzungen in West-Afrika anzusehen. In dieser Annahme war am 28 September 1884 von dem Kaiserlichen General-Konsul Dr. Nachtigall an einem Punkt auf 18° 2′ 7″ die Flagge gehisst und die Küste vom 18ten Grad an unter deutsches Protektorat gestellt, während

der in dem portugiesischen Memorandum erwähnte Akt, der Besitzergreifung des Kommandanten S. M. Kanonenboot «Wolf» am 12 August desselben Jahres stattgefunden hatte.

Die Kaiserliche Regierung hat die Diskussion über diese Grenzfrage, welche wegen der Werthlosigkeit des in Betracht kommenden Küstengebietes keine praktische Bedeutung besitzt, damals nicht fortgesetzt und hält dieselbe auch jetzt um so mehr für entbehrlich, als es sich nicht sowohl um Festsetzung der Grenzen nach dem gegenwärtigen Besitzstande sondern hauptsächlich um eine Verständigung über die beiderseitigen Interessen-Sphären für die Zukunft handelt.

Diesem Gesichtspunkt scheint die jetzt von Portugiesischer Seite vorgeschlagene Grenzlinie von Kap Frio über Schomohai, den Etoscha-See und den Omaremba-Fluss nach dem Tschobe und Zambese nicht genügend Rechnung zu tragen. Deutschland würde bei Annahme derselben grosse im Ovambo-Lande und an den Ufern des Cubango gelegene Gebiete aufgeben müssen, auf welche Reichsangehörige durch Verträge mit einheimischen Häuptlingen theils bereits Rechte erlangt haben, theils im Begriffe stehen, solche zu erwerben. Diesem Verzicht steht kein Aequivalent einer grösseren Aktionsfreiheit auf anderen Gebieten gegenüber, da südlich von der in dem Memorandum vom 4 August vorgeschlagenen Linie eine Ausdehnung portugiesischen Einflusses oder Erwerbungen portugiesischer Unterthanen bisher nicht versucht sind noch für die Zukunft beabsichtigt sein dürften. Portugal würde andererseits alle Vortheile eines gesicherten, gegen die vorrückende deutsche Konkurrenz geschützten Besitzstandes geniessen in Gebieten, welche, soweit bekannt, zu den fruchtbarsten Afrika's gehören und bisher nur zum kleinsten Theile in den Bereich der politischen Machtsphäre oder der kaufmännischen Unternehmungen Portugals gezogen waren.

Unter diesen Umständen glaubt die Kaiserliche Regierung an ihrem in dem Memorandum vom 27 Juli d. J. formulirten Grenzvorschlage festhalten zu sollen. Wenn gegen die dort skizzirte Demarkationslinie eingewendet wird, dass dieselbe im Wesentlichen eine mathematische sei und der natürlichen geographischen Anhaltepunkte entbehre, so erklärt sich dies daraus, dass die Gebiete, welche die Linie durchschneidet, noch nicht genügend erforscht sind, um eine Anlehnung an die vorhandenen Wasserläufe und Gebirgsketten zu ermöglichen. Immerhin könnte man auf Grund der neuesten Karte Afrika's von Justus Perthes (Sektion 9) einzelne Punkte bestimmen und beispielsweise Karora am Cubango und Simoa am Zambese, welche ungefähr auf dem Breitenparallel von Humbe liegen, namhaft machen, um die Richtung der Grenzlinie besser zu veranschaulichen.

Was die am Schlusse des Portugiesischen Memorandum's vom 4ten August angeregte Ausdehnung des Grenzabkommens auf diejenigen Länderstriche Ost-Afrika's betrifft, wo sich heute gleichfalls Deutsche und Portugiesische Interessen zu berühren anfangen, so ist die Kaiserliche Regierung gerne bereit, den Wünschen der Königlich-Portugiesischen Regierung entgegen zu kommen und zu diesem Zwecke eine dem Artikel 4. des französisch-portugiesischen Grenzvertrages vom 12 Mai d. J. entsprechende Bestimmung anzunehmen.

Die Ländereien, auf welche die deutsch-ostafrikanische Gesellschaft infolge ihrer Verträge mit einheimischen Häuptlingen des ostafrikanischen Continents Anspruch erhebt, erstrecken sich gegenwärtig im Süden bis zum Rovuma-Fluss und umfassen die zwischen der Küste und dem Nyassa-See gelegenen Gebiete. Von Deutscher Seite könnte, wenn die Portugiesische Regierung den Vorschlägen für die westafrikanische Demarkations-Linie nach Massgabe des Memorandums vom 27 Juli d. J. zustimmt, die Verbindlichkeit übernommen werden, in Zukunft die südlich vom Rovuma-Fluss gelegenen Länder der Ostküste ausschliesslich der Portugiesischen Machtsphäre zu überlassen.

TRADUCÇÃO

No *memorandum* de 4 de agosto d'este anno, em que o governo portuguez responde ás propostas feitas pelo governo imperial no *memorandum* de 27 de julho do anno corrente, para a limitação dos seus reciprocos dominios na costa SO. da Africa, affirma-se que a adopção da linha de limites allemã importaria a cessão de não pequena parte de territorio portuguez, pois é sabido que o cabo Frio é o limite austral da provincia de Angola.

Por varias vezes têem os gabinetes de Berlim e Lisboa manifestado entre si, verbalmente e por escripto, o seu modo de ver com respeito a esta ultima asserção. A pro-memoria portugueza, de 14 de dezembro do anno passado, menos exactamente denominada, no *mèmorandum* que tenho presente, nota de 15 de dezembro, foi resposta a um *aide-memoire* enviado pelo ministro da Allemanha em Lisboa no 1.° do referido mez, em que se expunha as rasões por que o governo imperial se julgava auctorisado a considerar o 18° de latitude austral como o limite S. das possessões portuguezas na Africa occidental. N'essa supposição era hasteado o pavilhão em 28 de setembro de 1884, pelo consul geral do imperio dr. Nachtigall, em um ponto no 18° 2′ 7″, e collocada sob o protectorado allemão a costa desde o 18°, ao passo que o commandante da canhoneira de Sua Magestade, *Wolf*, levava a effeito o acto de posse mencionado no *memorandum* portuguez, posse effectuada em 12 de agosto do mesmo anno.

O governo imperial não continuou por esse tempo a discussão d'esta questão de limites, a qual, em rasão do nenhum valor do territorio de que se tratava, não tinha importancia alguma pratica, considera tambem agora essa discussão tanto mais superflua, quanto se trata n'esta occasião menos de uma fixação de limites, conforme a posse actual, que de um accordo para o futuro ácerca da esphera de interesses dos dois paizes.

A linha de limite proposta por parte de Portugal desdo o cabo Frio por Schomohai, a lagoa Etocha e o rio Omaremba, não corresponde sufficientemente a este empenho. Com a acceitação de tal linha, a Allemanha teria de ceder grandes territorios no Ovampo e nas margens do Cubango, onde subditos imperiaes, ou já adquiriram, ou estão a ponto de adquirir direitos por meio de contratos celebrados com os regulos indigenas. A esta desistencia não corresponde equivalente em mais larga liberdade de acção para outros territorios, pois ao S. da linha proposta no

memorandum de 4 de agosto se não tentou ainda e se não póde prever de futuro, augmento de influencia da corôa portugueza, ou mais dilatadas acquisições dos seus subditos. Por outro lado Portugal lograria todas as vantagens de uma posse protegida contra a crescente concorrencia allemã em territorios que, até onde póde conhecer-se, são dos mais ferteis que existem em Africa, e só na minima parte têem contribuido até hoje para alargar a esphera do poder politico ou da actividade mercantil de Portugal.

N'estas circumstancias, entende o governo imperial que lhe cumpre sustentar o projecto de limites apresentado no *memorandum* de 27 de julho d'este anno. Poderá objectar-se que a demarcação indicada é essencialmente mathematica, e não corresponde na realidade a factos geographicos; deriva-se isso, porém, de se não acharem sufficientemente exploradas as regiões que a linha divisoria percorre, para poderem prevalecer os cursos de agua e as montanhas existentes como elemento d'essa divisoria.

Poder-se-ía em todo o caso, tomando por base a ultima carta de Africa, de Justus Perthes (secção 9.ª) precisar alguns pontos e indicar, por exemplo, Karora no Cubango e Sioma no Zambeze, que demoram pouco mais ou menos no parallelo do Humbe, para melhor determinar a direcção da fronteira.

Pelo que respeita á extensão do accordo, a que se faz referencia no final do *memorandum* portuguez de 4 de agosto, aos pontos da Africa oriental, onde hoje se encontram, por igual, frente a frente interesses allemães e portuguezes, acha-se o governo imperial disposto a acceder aos desejos do governo portuguez e a acceitar para este fim uma clausula analoga ao artigo 1.º do tratado de limites entre Portugal e a França, de 12 de maio d'este anno.

Os terrenos que a companhia allemã de Africa oriental reclama, em virtude de contratos que celebrou com regulos nativos do continente africano, estendem-se actualmente para o S. até o rio Rovuma e comprehendem a região entre a costa e o lago Nyassa. A Allemanha poderia, se o governo portuguez acceitasse a proposta para a linha de demarcação na Africa occidental, segundo o *memorandum* de 27 de julho, contrahir a obrigação de deixar de futuro entregue á acção exclusiva de Portugal os terrenos da costa oriental situados ao S. do Rovuma.

N.º 14

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. DE SCHMIDTHALS

Lisboa, 22 de setembro de 1886.—Illmo e ex.^mo sr.—Accusando a recepção da nota que v. ex.ª me dirigiu em 9 do corrente e do *memorandum* que a acompanhava, cumpre-me significar-lhe que este foi desde logo o alvo de attento exame do governo de Sua Magestade Fidelissima. Acceitando em muitos pontos dos mais essenciaes a proposta contida n'esse *memorandum*, levando o seu desejo de chegar a um accordo com a Allemanha até ao extremo de consentir na cessão de ter-

ritorios a que tinha direito reconhecido em tratados e outros instrumentos internacionaes, o governo portuguez espera confiadamente que o de Berlim se prestará tambem por seu lado a annuir a algumas modificações, que, sem alterar essencialmente a proposta allemã, permittirão attender melhor ás conveniencias da provincia de Angola, e ás justas susceptibilidades da opinião em Portugal

Confiando que v. ex.ª se prestará a fazer valer estas rasões perante o seu governo, perseverando assim no proposito que sempre o tem animado, de estreitar e fortificar as relações entre os dois povos, aproveito a occasião para lhe renovar por meu lado a segurança da minha alta consideração.

Deus guarde, etc.

N.º 15

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. DE SCHMIDTHALS

Memorandum

Lisboa, 22 de setembro de 1886.—Contestando o *memorandum* que o governo imperial fez chegar ao conhecimento do de Sua Magestade Fidelissima, em 9 de setembro corrente, cumpre, primeiro que tudo, registar com satisfação a maneira por que o gabinete de Berlim corresponde ao desejo de ampliar aos dominios das duas nações na costa oriental o convenio a celebrar entre ambas para delimitação definitiva das suas respectivas espheras de acção no continente africano. Por igual é grata ao governo portuguez a declaração de que n'esse convenio se poderá inserir disposição similhante á que constitue o artigo IV da nossa recente convenção com a França.

Provam estes factos quanto é sincero o desejo, por parte da Allemanha, de levar a um feliz termo, rapidamente alcançado, o primeiro convenio colonial, em que vão associar-se o nome do imperio, e o da nação pequena, mas gloriosa, que antes de todas encetou o caminho d'Africa, e maiores sacrificios tem feito n'esta duradora e cruenta campanha da civilisação christã e europêa contra as cruezas do clima e a rudeza barbara dos povos africanos.

Esse sentimento de reciproca conveniencia, em estabelecer um accordo leal e digno entre ambas as nações, que seja como que o primordio de outros que a affirmação da posse e o desenvolvimento colonial em terrenos limitrophes hão de tornar necessarios, esse sentimento abriga-o por igual o governo portuguez e n'elle se inspira ao submetter ao de Sua Magestade Imperial as considerações seguintes.

Affirma-se no *memorandum* allemão que a linha de limites proposta pelo governo portuguez e seguindo de cabo Frio a Schomohahi, lagoa Etocha, rio Omarembo, Chobe e Zambeze, tem contra si a incerteza, ainda hoje subsistente, ácerca das determinações geographicas de muitos dos pontos que a deveriam constituir, e bem assim se declara que com ella se não tem sufficientemente em conta a situação

creada em virtude de termos de vassalagens já realisados, ou que possam vir a realisar-se de muitos sobbas ou potentados indigenas para com a Allemanha. E partindo d'estas considerações, o governo imperial julga dever insistir nas condições da sua primitiva proposta, isto é, na adopção do curso do Cunene até ao Humbe para linha de limite que ficaria, a partir do Humbe, constituido pelo parallelo que deveria cortar o Cubango e o Zambeze, respectivamente em Caroro e Sioma.

Ora a delimitação assim traçada, ainda quando se prescinda de discutir a questão de ser o limite de Angola no cabo Frio, ou no parallelo de 18°, representa para Portugal, alem de uma cessão de territorios a que tem direito por tratados, o sacrificio de um limite natural, qual seria o curso do Cubango, que, descendo de N. a S., segue depois parallelamente ao equador, e é na opinião dos ultimos governadores de Angola e de quantos conhecem as condições da provincia, a extrema sempre indicada para a nossa esphera de acção.

A região do Cubango, nos ultimos annos explorada por Serpa Pinto e por Capello e Ivens, foi mais recentemente ainda o alvo de uma expedição militar, que partindo da Huilla e da colonia de Humpata, commandada pelo major Henrique de Castro e pelo tenente Arthur de Paiva, conseguiu affirmar novamente a soberania de Portugal n'aquellas regiões, avassallando chefes indigenas, castigando severamente muitos d'elles e entre outros os sobbas Malema, Caroco e Paloma, estabelecidos na margem esquerda do Cunene e nocivos pelas suas depredações no sertão, ou pela rebeldia contra Portugal, e consolidando o dominio portuguez no paiz situado entre o Cunene e o Cubango, até á região dos Ambuellas.

Foi um esforço mais, custando, como tantos que o precederam, sacrificios valiosos de vidas e de dinheiro, e que representa a affirmação persistente de quanto importa á provincia de Angola a sua natural delimitação no Cubango.

Nova expedição commandada pelo mesmo tenente Arthur de Paiva, acaba de partir em 24 de maio ultimo, em direcção a esse rio, cujas margens são, aliás e desde muito, frequentadas por negociantes portuguezes e centro de activo commercio para estes. Provam-o, entre outros documentos, a carta de Angola do marquez de Sá da Bandeira, com data de 1863 e as suas reedições posteriores de 1864 e 1870. Ahi vem traçados os caminhos commerciaes para a região de Bavico e do Mocusso ao S. do Cubango, junto do parallelo do 18° e muito para o interior do continente.

Parece pois ao governo portuguez, tendo em conta, não só os factos precedentemente expostos, mas ainda as justificadas susceptibilidades nacionaes, que o gabinete de Berlim por certo não desejará ferir, que será ainda possivel a esse gabinete acceitar uma modificação na sua ultima contra-proposta, adoptando-se para linha de limite o curso do Cunene até ás cataractas no prolongamento da serra de Chella ou Canná, d'ahi um parallelo até ao Cubango, e o curso d'este rio, até se approximar da margem N. do Chobbe, e confluencia d'este com o Zambeze.

Similhante delimitação envolve para Portugal, convém repetil-o, uma cessão não indifferente de territorios a que tem direito e a que, a principio, o governo por-

tuguez, ao qual cumpre ter em conta a opinião publica e o apoio do parlamento, muito repugnava.

Sacrificando essa repugnancia ao desejo sincero e leal de chegar a um accordo com o governo imperial, honroso e satisfactorio para as duas nações, o gabinete de Lisboa muito confia, que sobre a base acima indicada esse accordo possa brevemente traduzir-se na convenção de limites a que mira a presente negociação, que significará uma phase nova e de certo fecunda em resultados e approximações beneficas entre a Allemanha e Portugal.

N.º 16

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Lisboa, 25 de setembro de 1886. — Illmo e ex.^mo^ sr. — Teve v. ex.ª conhecimento de haver o ministro da Allemanha n'esta côrte reatado, com o gabinete actual, as negociações em tempo iniciadas com o meu illustre predecessor, o sr. conselheiro Barbosa du Bocage, ácerca do limite S. da provincia de Angola. No *memorandum* com data de 27 de julho ultimo, que acompanhava a nota do barão de Schmidthals, expunha o governo imperial o pensamento que o animava ao propornos, mais do que um tratado de limites, uma convenção que definisse e fixasse de vez as regiões ao S. de Africa, por onde livre e desembaraçadamente se podesse de futuro exercer, sem risco de collisão e de conflicto, a acção civilisadora de Portugal e da Allemanha.

Com este intuito propunha o governo imperial para linha divisoria da esphera dos interesses allemães e portuguezes, a que, seguindo o curso do rio Cunene desde a sua foz até em frente do Humbe, se prolongasse para E. seguindo o parallelo d'aquelle ponto até cortar o Zambeze.

Respondendo em 4 de agosto á nota e *memorandum* allemão, o governo sustentou, como lhe cumpria, o seu direito firmado na historia e reconhecido em convenios internacionaes, pelo que respeita á posse dos territorios ao S. do Cunene até ao parallelo do cabo Frio, e formulou uma contra-proposta, respeitando esse direito e mais de accordo com a situação actual das duas colonias allemã e portugueza.

Por essa contra-proposta portugueza a linha de limites ficaria fixada pela fórma seguinte: uma recta traçada de cabo Frio a Schomohai, seguindo d'ahi pelo cordão orographico do lado do nascente e vindo bater em Otimorongo, proseguindo pela margem septentrional do Etocha e rio Ovampo, prolongando-se até ás lagoas Anuns do Berg-Damara. Das lagoas Anuns seguiria o rio Omarembo até cortar o parallelo de 18º, dirigindo-se depois a Mai-ini e pela margem N. do Chobe proseguindo até á confluencia d'este com o Zambeze.

Era pois um limite natural, fundado nos accidentes orographicos e no systema das linhas de agua, o que o governo portuguez propunha.

Acrescentava ainda o governo portuguez ás rasões com que fundamentava a sua

contra-proposta, que esperava e desejava por seu lado que o gabinete de Berlim abrangesse no convenio a celebrar as questões relativas á costa oriental, definindo tambem e desde já n'essa região uma linha de separação de interesses allemães e portuguezes, e firmando-se igualmente em uma disposição similhante nos termos á do artigo IV da convenção celebrada este anno com a França, a qual garantisse a Portugal a sua livre expansão colonial nos territorios situados entre as duas provincias de Angola e Moçambique.

Tem a resposta do governo allemão ao *memorandum* portuguez, que acabo de resumir, a data de 9 do corrente mez.

Condescende-se ali com os desejos manifestados pelo governo portuguez no que respeita ao alargamento proposto do convenio projectado ás regiões do centro de Africa e da costa oriental; mas o gabinete de Berlim julga dever insistir na linha de limites para o S. de Angola, indicada no seu *memorandum* de 27 de julho. Os termos em que o ultimo *memorandum* allemão foi verbalmente sustentado pelo barão de Schmidthals, fazem-me receiar que seja proposito firme do governo imperial não ceder do parallelo do Humbe para linha divisoria das possessões actuaes e futuras das duas nações ao S. de Africa

Embora o governo portuguez tenha muito a peito e entenda da maxima importancia para o futuro politico da provincia de Angola, a nossa primeira e mais florescente colonia africana, o segurarmos contra uma possivel invasão de colonos e interesses de outra nação a região situada entre o Cunene e o Cubango, é certo que a proposta allemã, importando, pelo menos, cessão de direitos historicos, se não restricção de dominio effectivo, deverá causar na opinião publica em Portugal uma penosa impressão. Sobre a marcha das negociações guardou-se aqui uma completa reserva. Agora, porém, que toda a imprensa allemã tem inserido e commentado o discurso pronunciado pelo dr. Peters, na recente reunião do congresso para os interesses ultramarinos, em que aquelle notavel africanista claramente alludiu ás negociações pendentes com Portugal, e á esperança, a seu ver bem fundada, de alargar até ao Cunene, e no interior muito para o N. do cabo Frio o dominio allemão, englobando n'este as inteiras e ferteis regiões do Ovampo, a opinião publica em Portugal viu-se despertada e começa a manifestar-se na imprensa, pela fórma de que a v. ex.ª podem dar idéa os artigos insertos nos numeros do *Economista* e *Commercio de Portugal,* que lhe envio juntos com este despacho.

Julgou pois o governo portuguez que deveria, zelando, como lhe cumpre, os interesses do paiz, e tendo em conta os justificadissimos melindres nacionaes, contrapor ainda á do governo allemão uma linha de limites que importa já para Portugal, cessão de direitos e de territorio, mas que afasta do Humbe a occupação allemã.

Será do maximo interesse para este governo que uma proposta tão conciliadora seja definitivamente acceita em Berlim, pondo termo á negociação. Julga este gabinete haver dado com o seu procedimento a mais segura garantia de quanto deseja chegar a um accordo leal e digno para ambos os povos, que mantenha e fortifique essa sympathia reciproca de que são prova a recente visita de Sua Magestade Fidelissima a Berlim, as demonstrações de respeito e cordialidade, trocadas entre

os dois soberanos, e o echo festivo que tiveram na imprensa e na opinião publica as palavras publicamente proferidas por El-Rei de Portugal em homenagem a Sua Magestade Imperial e á nação allemã.

Para melhor inteirar a v. ex.ª dos intentos e pensamentos do governo, junto copia da minha ultima nota dirigida ao barão de Schmidthals, e muito recommendo a v. ex.ª que por seu lado, e sem deslocar de Lisboa a negociação, faça valer para com esse governo as rasões e argumentos em que me baseio, ao sustentar com firmeza a recente contra-proposta, definida no meu *memorandum* de 22 de setembro.

Deus guarde, etc.

N.º 17

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Berlim, 8 de outubro de 1886. — Ill.mo e ex.mo sr. — Em Dresde chegou-me ás mãos o despacho de 25 de setembro ultimo, pelo qual foi v. ex.ª servido informar-me do estado das negociações com o ministro da Allemanha n'essa côrte ácerca do limite S. da provincia de Angola.

Li com a devida attenção quanto v. ex.ª expõe e pondera, assim como a nota que v. ex.ª dirigiu ao sr. de Schmidthals em 22 do mesmo mez, e os dois artigos do *Economista* e *Commercio de Portugal* sobre este assumpto.

Sem deslocar a negociação de Lisboa, sondarei o terreno e empregarei todos os meios conducentes a fazer entrar este governo nas vistas de v. ex.ª e a attender ás solidas rasões em que baseia a sua vigorosa argumentação.

Opportunamente irei communicando a v. ex.ª todos os passos que der n'este sentido, e bem assim as observações que me for suggerindo o proseguimento das diligencias realisadas n'esse intuito.

Deus guarde, etc.

N.º 18

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Telegramma.

Berlim, 11 de outubro de 1886. — Partem instrucções para ministro da Allemanha em Lisboa, acceitar limite proposto por v. ex.ª até Andara exclusive, porque estão em relações com o chefe d'essa localidade, e d'ahi parallelo ao encontro do Zambeze, porque não se sabe se Cubango segue muito para o S. Conjunctamente negociará limites na costa oriental. Creio o maximo que se póde obter, e ser conveniente. Escreverei. = (Assignado) *Penafiel.*

N.º 19

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisboa, 12 de outubro de 1886—Illmo e ex.^mo sr.—Saindo hontem da conferencia com o sr. Krauel, a que tinha sido convidado por carta d'elle, dirigi a v. ex.ª o seguinte telegramma cifrado.

«Partem instrucções para ministro da Allemanha em Lisboa acceitar limite proposto por v. ex.ª até Andara exclusive, porque estão em relações com o chefe d'essa localidade, e d'ahi parallelo ao encontro do Zambeze, porque não se sabe se Cubango segue muito para o S. Conjunctamente negociará limites na costa oriental. Creio o maximo que se póde obter, e ser conveniente. Escrevo.»

O sr. Krauel é o conselheiro relator no ministerio dos negocios estrangeiros, especialmente encarregado dos negocios coloniaes, e com quem trato d'estes assumptos.

Recebi o referido convite justamente quando me propunha pedir uma entrevista para, como disse a v. ex.ª no meu ultimo officio sobre esta materia, inteirar-me das disposições d'este governo ácerca da ultima proposta de limites por v. ex.ª offerecida ao ministro da Allemanha n'essa côrte pelo *memorandum* junto á sua nota de 22 de setembro ultimo.

Fui com certa satisfação para a entrevista, porque denunciava desejo de chegar a algum accordo, e dava-me portanto esperança de ouvir poucas objecções á proposta de v. ex.ª

Não correspondeu porém á minha espectativa o começo da exposição do sr. Krauel. Disse-me, que por ordem do sr. de Bismark, me tinha pedido para nos reunirmos, porque desejava fazer-me conhecer as instrucções que ía expedir ao sr. de Schmidthals, e as rasões por que não podiam aqui acceder á ultima proposta de v. ex.ª

Os argumentos produzidos foram todos fundados no interesse para a Allemanha da extensão de territorio preparada pelas relações estabelecidas com chefes indigenas, quando nós não podiamos allegar occupação e a importancia das nossas relações com o interior era muito contestavel.

Para não me embrenhar n'uma discussão, que alem de poder ser interminavel era ociosa, se o governo allemão estava decidido a não attender senão ao proposito de alargar os seus futuros dominios na Africa, principiei por observar ao sr. Krauel, que eu não estava auctorisado para debater esta questão, que corria em Lisboa, mas como opinião unicamente minha, que não compromettia a do meu governo, e sómente para corresponder á nimia cortezia, com que o governo allemão quiz confiar-me as ordens prestes a serem enviadas ao seu representante em Lisboa, e os motivos que as determinavam, me permittisse levantar esta pendencia para a discussão de interesses geraes e permanentes.

Quanto me foi possivel, tratei então de demonstrar as reciprocas vantagens de encetarmos relações de vizinhança na Africa, de modo que uma das partes não se

sinta offendida nas suas tradições, na apreciação do seu direito, nos seus sentimentos patrioticos; fui, n'este sentido, esforçando-me por persuadir que o pé em que se acham hoje as nossas relações com o imperio, ainda ha pouco tão excellentemente comprovadas na imprensa e nas palavras de El-Rei, promettiam serviços mutuos de que ambos os paizes haviam de auferir duradouro proveito se não for alterado pelo desconhecimento dos verdadeiros interesses internacionaes.

Pareceu-me ter conseguido o meu fim prendendo esta questão ás vistas geraes que devem presidir ás boas relações de vizinhos, que terão muitos e graves interesses a debater, e n'essa occasião voltei a fallar das relações com os chefes indigenas, que os leva a insistir na expansão que reclamam, e não nomeando o sr. Krauel senão o chefe de Andara levou-me a lembrar, tendo o mappa á vista, que talvez o governo consentisse em modificar a sua proposta seguindo a linha o parallelo das cataractas, depois o Cubango até Andara, deixando esta a Allemanha, e d'ahi o parallelo até encontrar o Zambeze.

Repeti que isto era uma idéa minha, que de modo algum podia infirmar qualquer opinião que tivesse o meu governo, tanto mais que, como já tinha dito, eu não fôra auctorisado a tratar uma questão que estava sendo negociada directamente por v. ex.ª em Lisboa; mas como tinha sido convocado pelo governo imperial para o fim manifesto de, por uma troca de idéas, facilitarmos e abreviarmos as negociações pendentes, eu confidencialmente, e unicamente em meu nome, dizia quanto me parecia conducente ao fim que nos propunhamos.

Depois de se prolongar por mais algum tempo esta conversação, em que adduzi todos os argumentos que julguei mais efficazes, disse-me o sr. Krauel que ía consultar o secretario d'estado, e voltou dizendo-me que o conde Herbert de Bismark me auctorisava a communicar ao meu governo, que expedia ordens ao sr. de Schmidthals para acceitar a linha proposta por v. ex.ª, com a modificação de ficar Andara dentro dos limites da Allemanha, e d'ahi seguir o mesmo parallelo até encontrar o Zambeze; mais, acrescentou o sr. Krauel, que o governo allemão desejava evitar outra recusa do governo portuguez a proposta sua por escripto, como que insinuando que eu consultasse a v. ex.ª pelo telegrapho.

Julguei mais conforme á maneira que tem seguido a negociação lembrar que o ministro da Allemanha se entenda verbalmente com v. ex.ª antes de formular a sua proposta por escripto, e assim ficou assentado.

Lembrei mais, que na proposta allemã se accentuasse bem ser a rasão de pedirem Andara, não poder consentir a manutenção do seu prestigio que a abandonassem, tendo promettido o seu protectorado ao chefe da localidade; emquanto a não concordarem no proseguimento do curso do Cubango como limite, exporem as rasões da incerteza d'esse curso, que póde, como allegam, dirigindo-se muito para o S., causar grave detrimento pelo que respeita ao territorio que ficar á Allemanha.

Conclui o meu telegramma dizendo, que julgava o maximo que podemos obter, e tambem parecer-me ser o conveniente.

Se v. ex.ª assim o julgar e approvar o que fiz, terei a maior satisfação.

Deus guarde, etc.

N.º 20

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Telegramma.

Berlim, 9 de novembro de 1886. — Chego da audiencia do ministro dos negocios estrangeiros, que affirma ministro da Allemanha em Lisboa dever já ter recebido instrucções para negociar nos termos que annunciei = (Assignado) *Penafiel*.

N.º 21

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisbonne, le 27 novembre de 1886. — Mr. le ministre. — J'ai eu l'honneur de recevoir et de communiquer à mon gouvernement la note que v. ex^{ce} a bien voulu m'adresser le 22 septembre ainsi que le *memorandum* y annexé concernant la délimitation de la frontière entre le territoire allemand sur la côte occidentale du S. de l'Afrique et la province de Mossamedes.

En réponse à cete note j'ai déjà eu le plaisir d'informer v. ex^{ce} oralement que le cabinet de Berlin accepte sauf une legère modification la ligne de démarcation proposée dans le dit *memorandum;* ce n'est en effet, que par rapport au cours du Bas-Cubango que le gouvernement impérial croit devoir insister sur une déviation de la ligne sus-mentionnée, vu nos relations déjà établies dans ces parages avec le chef résident à Andara; d'ailleurs le cours du Bas-Cubango n'étant pas encore suffisamment exploré, l'on s'y trouverait en présence d'une frontière inconnue ce qui prêterait à des inconvenients. Se conformant sur tous les autres points aux vœux exprimés dans le dernier *memorandum* de v. ex^{ce}, le cabinet de Berlin est disposé à accepter comme ligne de démarcation le tracé indiqué sur la carte ci-jointe à savoir: le cours du Cunene jusqu'aux cataractes, puis le parallèle jusqu'au Cubango, le cours de ce fleuve jusqu'à Andara et enfin un parallèle vers le Zambese jusqu'aux Rapidos de Catima.

En me réservant d'entretenir v. ex^{ce} encore de l'opportunité d'insérer dans la convention future quelques clauses analogues à celles, que contiennent les articles V et VI du traité franco-portugais de délimitation signé à Paris le 12 mai, je saisis cette occasion pour vous renouveler, mr. le ministre, l'expression de ma haute considération.

N.º 22

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. DE SCHMIDTHALS

Lisboa, 30 de novembro de 1886. — Illmo e ex.^{mo} sr. — Accusando a recepção da nota que v. ex.^{a} me dirigiu em 27 do corrente, cumpro um dever muito grato signi-

ficando a v. ex.ª a satisfação do governo de Sua Magestade Fidelissima por ver acceita na sua quasi totalidade pela Allemanha a proposta constante do *memorandum* annexo á minha nota de 22 de setembro. Folgo tambem com o poder communicar que, animado por igual espirito de reciproca deferencia, o governo portuguez acceita a modificação indicada pelo gabinete de Berlim propondo o parallelo de Andara até ao encontro com o Zambeze nos Rapidos de Catima como parte ultima da linha de separação dos territorios da Africa austral, por onde de futuro deverá alargar-se a acção soberana e civilisadora de portuguezes e allemães.

Terminando, sómente me cumpre exprimir o voto de que se possa em breve praso formular os termos da convenção de limites traduzindo-se o accordo a que felizmente poderão chegar os dois governos.

Aproveito etc.

N.º 23

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisbonne le 4 decembre 1886.—Mr. le ministre.—En remerciant v. ex^{ce} de l'obligeante note du 30 du mois dernier, par laquelle elle a bien voulu me faire savoir que le gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle accepte les legères modifications indiquées dans mon office du 27 novembre, j'ai l'honneur de soumettre ci-après à l'approbation de v. ex^{ce} un projet de traité (annexe A) dans lequel j'ai entrepris, d'ordre de mon gouvernement, de formuler le but et le résultat de nos negociations.

Veuillez agréer, etc.

A

Projecto de tratado

Seine Majestät der Deutsche Kaiser und Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien, von dem gleichen Wunsche beseelt, die zwischen dem Deutschen Reiche und Portugal bestehenden freundschaftlichen Beziehungen enger zu knüpfen und für die friedliche Mitwirkung beider Mächte an der Erschliessung Afrika's im Interesse der Kultur und des Handels eine feste und gesicherte Grundlage zu gewinnen, haben beschlossen einen Vertrag abzuschliessen, durch welchen in Süd-Africa die Grenzen festgestellt werden, innerhalb deren einer jeden der beiden Mächte die Freiheit ihrer Aktion behufs steter Entwickelung der kolonisatorischen Thätigkeit bewahrt werde.

Zu diesem Zwecke haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser den...

Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien den...

welche nach Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

ARTIKEL 1º

Die Grenze welche in Südwest-Afrika das Deutsche Schutzgebiet von den Portugiesischen Besitzungen scheiden soll, wird für die Zukunft folgendermassen festgestellt: der Lauf des Cunene von dessen Mündung bis zu den Wasserfällen, von dort eine Parallele bis zum Cubango, der Lauf des Cubango bis Andara und von da die Parallele nach dem Zambese bis zu den rapidos de Catima.

ARTIKEL 2º

Seine Majestät der Deutsche Kaiser erkennt das Recht Seiner Majestät des Königs von Portugal an, in denjenigen Gebieten, welche zwischen den Portugiesischen Besitzungen von Angola und Mozambique liegen, unbeschadet der dort von anderen Mächten erworbenen Rechte, Seinen souveränen und civilisatorischen Einfluss geltend zu machen und verpflichtet sich, in Zukunft die südlich vom Rovuma-Fluss gelegenen Länder der Ostküste von Afrika ausschliesslich der Portugiesischen Machtsphäre zu überlassen.

ARTIKEL 3º

Die Deutschen Reichsangehörigen sollen in den Portugiesischen Besitzungen Afrika's und die Portugiesischen Staatsangehörigen sollen in den Deutschen Besitzungen Afrika's daselbst mit Bezug auf den Schutz ihrer Personen und ihres Vermögens, auf den Erwerb und die Uebertragung beweglichen und unbeweglichen Eigenthums sowie auf die Ausübung ihres Gewerbes ohne Unterschied die gleiche Behandlung und dieselben Rechte wie die Angehörigen des Staates, welcher die Souveränitäts- oder Protektoratsrechte ausübt, geniessen.

Die Kaiserlich Deutsche und die Königlich-Portugiesische Regierung behalten sich vor, weitere auf Erleichterung des Handels und der Schiffahrt sowie auf Regelung des Grenzverkehrs in den beiderseitigen Afrikanischen Besitzungen bezügliche Vereinbarungen zu treffen.

TRADUCÇÃO

Sua Magestade o Imperador da Allemanha e Sua Magestade o Rei de Portugal e dos Algarves, animados do identico desejo de estreitar ainda mais as relações amigaveis existentes entre a Allemanha e Portugal e de assentar uma firme e segura base para a pacifica cooperação das duas potencias no intuito de desenvolver na Africa a civilisação e o commercio, deliberaram celebrar um tratado que fixe na Africa meridional os limites dentro dos quaes cada uma das duas potencias tenha plena liberdade de acção para o constante progresso da sua actividade colonisadora.

Para este fim, nomearam seus plenipotenciarios:

Sua Magestade o Imperador de Allemanha F... e Sua Magestade o Rei de Portugal e dos Algarves, F..., os quaes tendo communicado os seus respectivos plenos poderes, que acharam em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes:

ARTIGO 1.°

O limite que deve separar na Africa meridional o territorio sob o protectorado da Allemanha das possessões portuguezas, será para o futuro fixado da seguinte fórma: o curso do Cunene desde a sua foz até ás cachoeiras, d'ali um parallelo até o Cubango, o curso do Cubango até Andara e d'ali o parallelo até ao Zambeze nos rapidos de Catima.

ARTIGO 2.°

Sua Magestade o Imperador da Allemanha reconhece o direito de Sua Magestade o Rei de Portugal de exercer nos territorios situados entre as possessões portuguezas de Angola e Moçambique, sem prejuizo dos direitos adquiridos por outras potencias, a sua influencia civilisadora e soberana e obriga-se a deixar de futuro exclusivamente entregue á acção portugueza os territorios da costa oriental situados ao S. do rio Rovuma.

ARTIGO 3.°

Os subditos allemães nas possessões portuguezas de Africa e os subditos portuguezes nas possessões allemãs de Africa gosarão no que respeita á protecção de suas pessoas e bens, á acquisição e transmissão de propriedades mobiliarias e immobiliarias e ao exercicio de sua industria, do mesmo tratamento sem differença alguma, e dos mesmos direitos dos subditos da nação que exercer a soberania ou o protectorado.

O governo allemão e o governo portuguez reservam-se negociar ulteriormente accordos especiaes que facilitem o commercio e a navegação, e regulem o trafico nas fronteiras das suas possessões africanas.

N.° 24

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. DE SCHMIDTHALS

Lisboa, 6 de dezembro de 1886.—Illmo e ex.^mo^ sr.—O projecto de tratado que v. ex.^a^ me remette com a sua nota de 4 do corrente, resumindo o accordo a que chegaramos não póde deixar de merecer por esse facto na sua contextura geral a approvação do governo de Sua Magestade Fidelissima. Entendo, porém, que em sua redacção definitiva poderia talvez ser ainda modificado no sentido de accentuar melhor as obrigações reciprocamente pactuadas, e até de precisar de modo mais completo as regiões por onde terá de exercer-se a influencia reciproca das duas potencias contratantes.

N'este sentido entendo que o artigo 2.° por v. ex.^a^ proposto poderia com vantagem ser desdobrado em dois, no primeiro dos quaes se affirmasse, o direito de Portugal a sujeitar á sua influencia as regiões da contra-costa entre as provincias de Angola e Moçambique, e no segundo se definisse, tanto quanto é hoje possivel fazel-o, o limite d'essa região pelo N.

O compromisso expresso de abstenção por parte da Allemanha em adquirir ter-

ritorios, acceitar protectorados, ou contrariar por qualquer modo a intervenção portugueza n'aquella região reservada para a nossa influencia, é copia do artigo 3.° da convenção analoga celebrada ha pouco entre a Allemanha e a Inglaterra em Londres ácerca de territorios da Oceania, convenção que tem a data de 6 de abril do anno corrente. Não póde por isso soffrer, segundo creio, objecção seria por parte do governo imperial.

Embora por mim fosse proposto e pelo governo de Berlim acceito, que na convenção luso-germanica se inserisse uma clausula identica á que é expressa no artigo IV do convenio ha pouco celebrado com a França, é certo que essa clausula tem no caso presente de ser redigida por fórma diversa da que foi adoptada no ultimo instrumento diplomatico. Resulta isto do facto de que, assumida pela Allemanha na região do Zanzibar uma posição que dia a dia mais se accentua, podem já hoje dizer-se limitrophes as possessões de ambos os povos pelo N. de Moçambique e ao S. de Angola, o que se não deu por igual com as possessões francezas, muito afastadas ainda da região central de Africa que separa aquellas duas importantes provincias portuguezas. Tanto basta para, a meu ver, explicar a redacção dada ao artigo 3.° do contra-projecto que tenho a honra de submetter á apreciação de v. ex.ª

Explicado assim o pensamento do governo de Sua Magestade Fidelissima ao propor as leves alterações acima referidas no projecto allemão, só me resta formular a esperança de que ellas não poderão constituir obstaculo á prompta terminação das negociações entre os dois governos. Muito grato seria com effeito ao governo de Sua Magestade Fidelissima se por occasião da proxima abertura das côrtes lhe fosse possivel mencionar como já realisado o accordo com o imperio allemão. Seria esse o melhor testemunho da cordialidade de relações e da harmonia de interesses entre os dois governos.

Aproveito, etc.

N.° 25

PROJECTO DE TRATADO

ARTIGO 1.°

A fronteira entre as possessões portuguezas na região SO. de Africa e os territorios ali sujeitos ao protectorado allemão, ficará constituida pelo curso do rio Cunene, desde a sua foz até ás cataractas situadas ao S. do Humbe, proximo da serra de Canná, d'ahi por um parallelo até ao rio Cubango, pelo curso do Cubango para S. e E. até Andara, ficando Andara sujeita ao protectorado allemão, e a partir de Andara por um parallelo até á intersecção d'esta linha com o rio Zambeze, proximo dos rapidos de Catima.

ARTIGO 2.°

Sua Magestade o Imperador da Allemanha reconhece a Sua Magestade Fidelissima o direito de exercer a sua influencia soberana e civilisadora nos territorios que separam as possessões portuguezas de Angola e Moçambique, sem prejuizo dos direitos que possam ter sido ali adquiridos por outras potencias, e obriga-se, em

harmonia com esse reconhecimento, a abster-se de adquirir territorios, acceitar protectorados, ou contrariar por qualquer fórma a affirmação da influencia e intervenção portugueza n'aquellas regiões.

ARTIGO 3.°

A linha de demarcação que limitará pelo N. os territorios a que se refere o artigo precedente ficará constituida pelo curso inteiro do rio Rovuma, em seguida pelo parallelo que das nascentes d'este rio siga a O. para o lago Nyassa, e, cortando este, continue até entestar com as fronteiras interiores da provincia de Angola.

ARTIGO 4.°

Os subditos portuguezes, nas possessões allemãs de Africa, e os cidadãos allemães nas possessões portuguezas, serão respectivamente tratados em pé de perfeita igualdade com os subditos do estado que exercer ali a soberania ou o protectorado; isto pelo que respeita á protecção de pessoas e bens, á acquisição e transmissão de propriedade mobiliaria e immobiliaria, assim como ao exercicio de qualquer industria.

ARTIGO 5.°

O governo imperial allemão e o de Sua Magestade Fidelissima reservam-se a negociação de novos accordos especiaes, destinados a facilitar o commercio e a navegação, e a regular o trafico nas fronteiras das possessões dos dois estados.

N.° 26

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Telegramma.

Lisboa, 20 de dezembro de 1886.—Informe causa demora de assignatura tratado. Ministro da Allemanha promettêra aqui estaria tudo concluido antes reunião côrtes.=(Assignado) *Barros Gomes.*

N.° 27

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Extracto.

Lisboa, 20 de dezembro de 1886.—Ill.mo e ex.mo sr.—Envio a v. ex.a com este despacho a copia dos projectos para a convenção de limites a celebrar entre a Allemanha e Portugal, redigido um d'elles pelo sr. de Schmidthals, e outro proposto por mim em sua substituição.

Havendo eu manifestado, em nome do governo de Sua Magestade Fidelissima, o desejo de poder ultimar esta negociação antes de reunido o parlamento em janeiro, foi-me respondido pelo ministro da Allemanha que o gabinete de Berlim annuia gostosamente a esse desejo, visto achar-se estabelecido o accordo final sobre as bases em que assentará a futura convenção. Para me dar esta resposta tão satis-

factoria procurou-me o sr. de Schmidthals expressamente uma segunda feira, 8 do corrente, não esperando assim o dia em que de ordinario costumo dar audiencia ao corpo diplomatico, para me communicar aquella noticia, grata por mais de um motivo, e á qual acrescentou palavras muito significativas ácerca do bom accordo e harmonia existente entre os dois governos.

Approxima-se, porém, o fim do anno, são decorridos dias após a conferencia acima referida, n'este intervallo tornaram-se conhecidos os resultados importantissimos para a Allemanha dos accordos negociados por essa potencia com a Inglaterra, a França e o Zanzibar ácerca do dominio e influencia allemã na Africa oriental, e nenhuma resposta definitiva me é communicada ácerca das finaes resoluções do governo imperial sobre a assignatura da convenção luso-allemã. Acresce constar-me haver o sr. de Schmidthals manifestado a impressão de que talvez se tivesse protelado em demasia aquella assignatura, o que aliás nunca poderá ser lançado a culpa d'este governo, attribuindo ainda ás modificações propostas no contra-projecto portuguez a origem das difficuldades que embaraçavam agora a prompta conclusão do tratado.

Essas modificações resumem-se, porém, na transcripção para o artigo 3.º das proprias palavras usadas em convenção analoga, ha pouco celebrada entre a Allemanha e a Inglaterra, com respeito a territorios da Oceania, convenção que tem a data de 6 de abril, e em cujo artigo 3.º se lê o seguinte:

«Germany engages not to make acquisitions of territory, accept protectorates, or interfere with the extension of British influence, etc.»

A menção que no artigo se propõe de um parallelo que defina ao norte a região entre Angola e Moçambique, reservada para a influencia soberana e civilisadora de Portugal, essa menção, que não apparece em verdade no artigo IV da convenção recentemente celebrada entre Portugal e a França, resulta da circumstancia, que se não dava com a França, de serem limitrophes as regiões de que se trata no convenio luso-allemão, o que tornará indispensavel para evitar possiveis conflictos, a definição clara e precisa de quaes os territorios sobre que de futuro deverá exercer-se desembaraçada a acção das duas potencias. Tão obvias rasões foram aqui apreciadas de prompto pelo barão de Schmidthals, que se encarregou de as expor ao seu governo ao transmittir-lhe copia da contra-proposta portugueza.

Acresce ainda que aquelle ministro manifestára o desejo de saber se, negociando o convenio nos termos referidos, o governo portuguez ficaria satisfeito, e se em meu entender a opinião publica o receberia bem. Asseverei em resposta que a boa e clara definição por mim indicada dos territorios reservados á influencia portugueza, e a não menos clara obrigação assumida pela Allemanha de a não contrariar, contribuiriam, por certo, poderosamente para attenuar na opinião publica e perante o parlamento a impressão sempre penosa de um abandono de territorio.

Comprehende v. ex.ª que n'estas condições me surprehenda a demora na resposta de Berlim. Julguei por isso dever enviar-lhe com a data de hoje um telegramma em que lhe recommendava se informasse da causa d'essa demora, em desaccordo pleno com o que naturalmente podia esperar-se. Quando mesmo succedesse

que a contra-proposta portugueza podesse suscitar qualquer reparo, era natural formular este de prompto, não prejudicando assim a assignatura referida da convenção. Queira, pois, v. ex.ª, quando ainda para isso ache occasião, diligenciar fazer valer perante esse governo o que precede e manifestar a esperança que anima o de Sua Magestade Fidelissima de que breve se desvaneça qualquer pequeno attrito ou difficuldade, traduzidos n'este inesperado retardamento de negociação tão felizmente encetada e levada quasi a bom termo.

Sobre outro assumpto ainda careço chamar a attenção de v. ex.ª, já para o ter a tal respeito prevenido, já porque talvez convenha que discretamente o refira a esse governo quando encontre occasião conveniente de o fazer.

. . . .

N.º 28

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Telegramma. — Extracto.

Berlim, 21 de dezembro de 1886.—Causa de demora: projecto de v. ex.ª menciona primeiras cataractas quando é das segundas que pretendem seguir-se para Andara: acrescentam um artigo declarando reciprocidade de Portugal em respeitar o territorio que fixa á Allemanha. Na costa oriental foi preciso tambem modificar redacção.

Comprometteram-se a remetter ámanhã todo o projecto com esta modificação que deve ahi chegar a 26. Como é domingo, combinámos que, se v. ex.ª quizer, póde prevenir ministro de Allemanha que o vá procurar n'esse dia e quando depois do exame v. ex.ª podér dizer ao ministro de Allemanha que acceita, elle deve telegraphar ao seu governo que responderá estar de accordo e tem v. ex.ª tempo para inserir no discurso da corôa que está concluido tratado.=(Assignado) *Penafiel.*

N.º 29

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisbonne le 26 décembre 1886.—Mr. le ministre.—La note que v. exce a bien voulu m'adresser sous la date du 6 de ce mois ainsi que le projet de convention qui l'accompagnait ont été de la part du cabinet de Berlin l'objet d'un mûr examen.

Chargé de présenter le contre-projet allemand ci-joint j'ai l'honneur de soumettre à l'appréciation de v. exce les observations suivantes lesquelles, je me flatte de l'espérer, justifieront les légères modifications contenues dans la dite pièce:

1° Les actes par lesquelles l'empire allemand a réglé dernièrement sa sphère d'action et ses délimitations coloniales avec la France et l'Angleterre ayant été tous

rédigés sous la forme d'une *déclaration,* le gouvernement impérial désire, en présence de ces précédents, conserver cette même forme par rapport à l'acte de délimitation coloniale à conclure avec le Portugal;

2° Tout en appréciant la justesse des raisons que v. ex^ce a fait valoir quant aux changements proposés dans les article 2 et 3 de mon premier projet de convention, le gouvernement impérial est cependant d'avis que le cours du Haut Rovuma et la position géographique des sources de ce fleuve ne sont pas encore assez connus pour permettre de tracer une ligne de frontière telle qu'elle se trouve indiquée dans l'article 3 du contre-projet portugais.

C'est ainsi que l'article 2 du projet ci-joint en conservant comme limite le Rovuma dans tout son cours connu propose l'embouchure du Luchulingo dans le dit fleuve comme point de départ d'une ligne mathématique qui se prolongera jusqu'aux bords du lac Nyassa;

3° A la fin de l'article 3 se trouve ajoutée la clause de réciprocité par rapport à l'Allemagne.

Corformément au vœu que v. ex^ce a exprimé à la fin de sa note, le gouvernement impérial m'a chargé de faire tout mon possible pour accélérer la marche des négociations; il désire contribuer ainsi à mettre le gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle à même d'annoncer à l'ouverture des cortès la conclusion d'un acte qui sera un nouveau témoignage des bons rapports entre nos deux pays et un garant de l'entente qui ne cessera de présider à leurs aspirations en Afrique, aspirations éminemment civilisatrices.

Veuillez agréer, etc.

A

Entwurf

Protokoll betreffend die deutschen und portugiesischen Besitzungen in Süd-Afrika

Die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers und die Regierung Seiner Majestät des Königs von Portugal und Algarvien, von dem gleichen Wunsche beseelt, die zwischen dem Deutschen Reiche und Portugal bestehenden freundschaftlichen Beziehungen enger zu knüpfen und für die friedliche Mitwirkung beider Mächte an der Erschliessung Afrika's im Interesse der Kultur und des Handels eine feste und gesicherte Grundlage zu gewinnen, haben beschlossen, gewisse Grenzen in Südafrika festzustellen, innerhalb deren einer jeden der beiden Mächte die Freiheit ihrer Aktion behufs stetiger Entwickelung der kolonisatorischen Thätigkeit gewahrt werden soll.

Zu diesem Zwecke haben die Unterzeichneten der ihnen ertheilten Ermächtigung gemäss sich über nachstehende Artikel geeinigt:

ARTIKEL 1.

Die Grenzlinie, welche in Südwest-Afrika die Deutschen und Portugiesischen

Besitzungen scheiden soll, folgt dem Laufe des Kunene-Flusses von seiner Mündung bis zu denjenigen Wasserfällen, welche südlich von Humbe beim Durchbruch des Kunene durch die Serra Canna gebildet werden. Von diesem Punkte ab läuft die Linie auf dem Breitenparallel bis zum Kubango, dann im Laufe dieses Flusses entlang bis zu dem Orte Andara, welcher der Deutschen Interessensphäre überlassen bleibt, und von da in gerader Richtung östlich bis zu den Stromschnellen von Catima am Zambese.

ARTIKEL 2.

Die Grenzlinie, welche in Südostafrika die Deutschen Besitzungen von den Portugiesischen Besitzungen scheiden soll, folgt dem Laufe des Flusses Rovuma von seiner Mündung bis zu dem Punkte, wo der Luchulingo-Fluss in den Rovuma mündet und läuft von dort nach Westen weiter auf dem Breitenparallel bis zum linken Ufer des Nyassa-Sees.

ARTIKEL 3.

Die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers erkennt das Recht Seiner Majestät des Königs von Portugal an in denjenigen Gebieten, welche zwischen den Portugiesischen Besitzungen von Angola und Mozambique liegen, unbeschadet der dort von anderen Mächten bisher erworbenen Rechte, seinen souveränen und civilisatorischen Einfluss geltend zu machen und verpflichtet sich in Gemässheit dieser Anerkennung dort weder Gebietserwerbungen zu machen, noch Schutzherrschaften anzunehmen, noch der Ausdehnung des Portugiesischen Einflusses entgegenzutreten.

Die Regierung Seiner Majestät des Königs von Portugal und Algarvien übernimmt die gleiche Verpflichtung hinsichtlich der laut Artikel 1 und 2 dieses Uebereinkommens der Deutschen Machtsphäre überlassenen Gebiete.

ARTIKEL 4.

Die Deutschen Reichsangehörigen sollen in den Portugiesischen Besitzungen Afrika's und die Portugiesischen Staatsangehörigen sollen in den Deutschen Besitzungen Afrika's mit Bezug auf den Schutz ihrer Personen und ihres Vermögens, auf den Erwerb und die Uebertragung beweglichen und unbeweglichen Eigenthums, sowie auf die Ausübung ihres Gewerbes ohne Unterschied die gleiche Behandlung und dieselben Rechte wie die Angehörigen des Staates, welcher die Souveränetäts- oder Protectoratsrechte ausübt, geniessen.

ARTIKEL 5.

Die Kaiserlich Deutsche und die Königlich Portugiesische Regierung behalten sich vor, weitere auf Erleichterung des Handels und der Schifffahrt, sowie auf Regelung des Grenzverkehrs in den beiderseitigen afrikanischen Besitzungen bezügliche Vereinbarungen zu treffen.

In doppelter Ausfertigung vollzogen zu Lissabon den...

TRADUCÇÃO

Projecto de declaração relativo ás possessões allemãs e portuguezas ao S. de Africa

O governo de Sua Magestade o Imperador da Allemanha e o governo de Sua Magestade o Rei de Portugal e dos Algarves, animados de identico desejo de estreitar ainda mais as amigaveis relações que existem entre o imperio de Allemanha e Portugal, e de assentar uma firme e segura base para a pacifica cooperação de ambas as potencias no intuito de desenvolver na Africa a civilisação e o commercio, resolveram estabelecer na Africa meridional limites definidos dentro dos quaes cada uma das duas potencias tenha plena liberdade de acção para o constante progresso da sua actividade colonisadora.

N'este intento convieram os abaixo assignados, devidamente auctorisados para isso, nos artigos seguintes.

ARTIGO 1.º

A fronteira entre as possessões portuguezas e allemãs no SO. de Africa seguirá pelo curso do rio Cunene desde a sua foz até ás cataractas que aquelle rio forma no S. do Humbe ao atravessar a serra Canná. D'este ponto em diante seguirá o parallelo até ao rio Cubango, d'ahi o curso d'este rio até o logar de Andara, que ficará na esphera dos interesses allemães, e d'este logar seguirá a fronteira em linha recta na direcção de E. até os rapidos de Catima no Zambeze.

ARTIGO 2.º

A fronteira que a SO. de Africa fica separando as possessões portuguezas das allemãs, seguirá o curso do rio Rovuma desde a sua foz até á confluencia do rio Luschulingo, e d'ahi para O. o parallelo até á margem esquerda do lago Nyassa.

ARTIGO 3.º

Sua Magestade o Imperador da Allemanha reconhece a Sua Magestade Fidelissima o direito de exercer a sua influencia soberana e civilisadora nos territorios que separam ás possessões portuguezas de Angola e Moçambique, sem prejuizo dos direitos que ahi possam ter adquirido até agora outras potencias, e obriga-se, em harmonia com este reconhecimento, a não fazer n'aquelles territorios acquisições de dominio, a não acceitar n'elles protectorados, e finalmente a não pôr ahi quaesquer obstaculos á extensão da influencia portugueza.

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves toma sobre si identicas obrigações no que respeita aos territorios que segundo os artigos 1.º e 2.º d'este convenio ficam pertencendo á esphera de acção da Allemanha.

ARTIGO 4.º

Os subditos allemães nas possessões portuguezas de Africa, e os subditos portuguezes nas possessões allemãs africanas gosarão no que respeita a protecção de

suas pessoas e bens, á acquisição e transmissão de propriedades mobiliarias e immobiliarias e ao exercicio de sua industria, do mesmo tratamento sem differença alguma e dos mesmos direitos dos subditos da nação que exercer a soberania ou o protectorado.

ARTIGO 5.°

O governo imperial allemão e o governo portuguez reservam-se negociar ulteriormente accordos especiaes que facilitem o commercio e a navegação, e regulem o trafico nas fronteiras das suas possessões africanas.

Feito em duplicado em Lisboa aos...

N.° 30

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Telegramma

Berlim, 28 de dezembro de 1886.—Peço noticia telegraphica se foi recebido contra-projecto allemão, se v. ex.ª o acceita, para eu insistir mais prompta remessa de pleno poder allemão. N'estes dias pouco se póde fazer estando-se em ferias.= (Assignado) *Penafiel.*

N.° 31

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. DE SCHMIDTHALS

Lisboa, 28 de dezembro de 1886.—Contestando a nota que v. ex.ª me enviou e que acompanhou o ultimo contra-projecto do gabinete de Berlim, cumpre-me asseverar a v. ex.ª que nenhuma duvida se offerece ao governo de Sua Magestade em acceder aos desejos do governo imperial, dando, em harmonia com os precedentes citados por v. ex.ª, a fórma de declaração ao convenio luso-germanico.

Emquanto ás objecções por v. ex.ª formuladas ao traçado proposto para delimitação pelo N. das possessões e territorios, que têem de ficar sujeitos á influencia de Portugal, o governo de Sua Magestade Fidelissima, sem as contestar, limita-se a propor que á confluencia do rio Luchulingo com o Rovuma se substitua a confluencia do M'sinje, seguindo d'esse ponto em diante a fronteira entre possessões portuguezas e allemãs pelo parallelo em direcção ao lago Nyassa. O desejo de não retardar por mais tempo a conclusão do convenio leva o governo portuguez a não insistir no traçado que propoz, animando-o por seu lado a esperança de que não será origem de duvida a muito ligeira alteração agora formulada no traçado indicado por v. ex.ª

Emquanto á clausula de reciprocidade a acrescentar ao artigo 3.°, achava-se ella subentendida no projecto do governo portuguez, e nenhuma difficuldade póde haver, de accordo com as boas praxes internacionaes, em a inserir claramente, como v. ex.ª propõe.

Resta-me, por ultimo, agradecer, por intermedio de v. ex.ª, ao governo imperial o ter accedido tão amigavelmente ao desejo que eu manifestára a v. ex.ª de ultimar, ainda antes da abertura das côrtes, as negociações pendentes, as quaes são penhor seguro de firme intelligencia entre os dois governos, e a segurança da cooperação leal das duas nações na causa de civilisação africana.

Aguardo, pois, communicação de v. ex.ª, de se achar para isso devidamente auctorisado pelo seu governo, para procedermos em commum á assignatura da declaração de limites, tal qual fica hoje definitivamente assente entre nós, acrescentando, porém, que, nos termos da constituição portugueza, o novo pacto só poderá ter validade em Portugal, depois de approvado pelas côrtes, circumstancia esta que deverá referir-se em um artigo addicional á mesma declaração.

N.º 32

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Telegramma.

Lisboa, 28 de dezembro de 1886.—Contra-projecto approvado hontem por conselho ministros. Assigna-se quinta feira, não sendo necessario poderes especiaes para ministro da Allemanha, por ter fórma simples declaração=(Assignado) *Barros Gomes.*

N.º 33

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisbonne le 29 décembre 1886.—Mr. le ministre.—Je viens de recevoir la note que v. exce a bien voulu me faire l'honneur de m'adresser sous la date du 28 de ce mois et dans laquelle elle m'informe que le gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle accepte le contre-projet allemand relativement à la délimitation des possessions allemandes et portugaises dans l'Afrique méridionale que je me suis permis de lui transmettre sous la date du 26 de ce mois.

Quant à la proposition faite par v. exce tendant à substituer l'embouchure du Luchulingo dans le Rovuma par celle du M'sinje comme point de départ de la ligne mathématique qui, prolongée jusqu'au lac Nyassa, formerait dans cette région la frontière entre le territoire allemand et portugais, je suis heureux de pouvoir vous annoncer que j'ai été autorisé par voie télégraphique à y accéder.

De même, je ne vois aucun inconvénient à ce qu'un article additionel soit ajouté, contenant la clause que la déclaration n'entrerait en vigueur qu'après avoir été votée par les cortés.

En me félicitant de l'heureux accord ainsi établi, j'ai l'honneur de vous informer que, par dépêche en date du 21 de ce mois, j'ai été muni des pleins pouvoirs pour signer la déclaration dont'il s'agit.

Veuillez agréer, etc.

N.º 34

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Extracto.

Berlim, 6 de janeiro de 1887. — Illmo e ex.^{mo} sr. — Tive a honra de receber em devido tempo o despacho de v. ex.ª, sob esta rubrica e data de 20 do mez passado. Havendo v. ex.ª acceito a ultima proposta allemã, aqui elaborada, tornou-se desnecessario empregar os argumentos ponderosos que me fornecia aquelle despacho de v. ex.ª para demover este governo a concluir sem demora as negociações tão felizmente encetadas.

O telegramma de v. ex.ª da mesma data tinha-me revelado a inesperada suspensão superveniente, e procurei immediatamente remover os obstaculos que retinham o proseguimento da negociação, como tive a honra de o communicar a v. ex.ª, folgando sobremaneira de que a solução proposta fosse approvada por v. ex.ª

Tambem aqui foi conhecida com prazer a acceitação de v. ex.ª, como me communicou em termos expressivos e lisonjeiros o conde de Bismark na sua ultima audiencia.

Deus guarde, etc.

Declaração entre os governos de Portugal e da Allemanha sobre a delimitação das possessões e da esphera de influencia de ambos os paizes na Africa meridional

O governo de Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves, e o governo de Sua Magestade o Imperador da Allemanha, animados de identico desejo de estreitar ainda mais as relações amigaveis existentes entre Portugal e a Allemanha, e de assentar uma firme e segura base para a pacifica cooperação das duas potencias no intuito de desenvolver na Africa a civilisação e o commercio; resolveram estabelecer na Africa meridional limites definidos, dentro dos quaes cada uma das duas potencias tenha plena liberdade de acção para o constante progresso da sua actividade colonisadora.

Para este fim os abaixo assignados, Henrique de Barros Gomes, do conselho de Sua Magestade Fidelissima, e seu ministro e secretario d'estado dos negocios estrangeiros, e o conselheiro de legação Ricardo de Schmidthals, enviado extraordinario e ministro plenipotenciario de Sua Magestade o Imperador da Allemanha, devidamente auctorisados, convieram, em nome dos seus governos, nos artigos seguintes:

ARTIGO 1.º

A fronteira entre as possessões por-

Die Regierung Seiner Majestät des Königs von Portugal und Algarvien und die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers, von dem gleichen Wunsche beseelt, die zwischen Portugal und dem Deutschen Reiche bestehenden freundschaftlichen Beziehungen enger zu knüpfen und für die friedliche Mitwirkung beider Mächte an der Erschliessung Afrika's im Interesse der Kultur und des Handels eine feste und gesicherte Grundlage zu gewinnen, haben beschlossen, gewisse Grenzen in Süd-Afrika festzustellen, innerhalb deren einer jeden der beiden Mächte die Freiheit ihrer Aktion behufs stetiger Entwickelung der kolonisatorischen Thätigkeit bewahrt werden soll.

Zu diesem Zwecke haben die Unterzeichneten Henrique de Barros Gomes, Staatsrath Seiner Allergetreuesten Majestät und Sein Minister und Staats-Sekretär der auswärtigen Angelegenheiten und der Legationsrath Richard von Schmidthals, ausserordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister Seiner Majestät des Deutschen Kaisers, der ihnen ertheilten Ermächtigung gemäss sich über nachstehende Artikel geeinigt:

ARTIKEL 1.

Die Grenzlinie, welche in Südwesta-

tuguezas e allemãs no sudoeste de Africa seguirá pelo curso do rio Cunene desde a sua embocadura até ás cataractas que aquelle rio forma no Sul do Humbe, ao atravessar a serra Canná. D'este ponto em diante seguirá o parallelo até ao rio Cubango, d'ahi o curso d'este rio até o logar de Andara, que ficará na esphera dos interesses allemães, e d'este logar seguirá a fronteira em linha recta na direcção de leste até os rapidos de Catima no Zambeze.

frika die portugiesischen und deutschen Besitzungen scheiden soll, folgt dem Laufe des Kunene-Flusses von seiner Mündung bis zu denjenigen Wasserfällen, welche südlich von Humbe beim Durchbruch des Kunene durch die Serra Canna gebildet werden. Von diesem Punkte ab läuft die Linie auf dem Breitenparallel bis zum Kubango, dann im Laufe dieses Flusses entlang bis zu dem Orte Andara, welcher der Deutschen Interessensphäre überlassen bleibt, und von da in gerader Richtung östlich bis zu den Stromschnellen von Catima am Zambese.

ARTIGO 2.º

A fronteira que a sudoeste de Africa fica separando as possessões portuguezas das allemãs, seguirá o curso do rio Rovuma, desde a sua foz até á confluencia do rio M'sinje, e d'ahi para o oeste o parallelo até á margem do lago Nyassa.

ARTIKEL 2.

Die Grenzlinie, welche in Südostafrika die portugiesieschen Besitzungen von den deutschen Besitzungen scheiden soll, folgt dem Laufe des Flusses Rovuma von seiner Mündung bis zu dem Punkte, wo der M'sinje Fluss in den Rovuma mündet und läuft von dort nach Westen weiter auf dem Breitenparallel bis zum dem Ufer des Nyassa-Sees.

ARTIGO 3.º

Sua Magestade o Imperador da Allemanha reconhece a Sua Magestade Fidelissima o direito de exercer a sua influencia soberana e civilisadora nos territorios que separam as possessões portuguezas de Angola e Moçambique, sem prejuizo dos direitos que ahi possam ter adquirido até agora outras potencias, e obriga-se, em harmonia com este reconhecimento, a não fazer n'aquelles territorios acquisições de dominio, a não acceitar n'elles protectorados, e, finalmente, a não pôr ahi quaesquer obstaculos á extensão da influencia portugueza.

Sua Magestade El-Rei de Portugal e

ARTIKEL 3.

Die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers erkennt das Recht Seiner Majestät des Königs von Portugal an in denjenigen Gebieten, welche zwischen den Portugiesischen Besitzungen von Angola und Mozambique liegen, unbeschadet der dort von anderen Mächten etwa bisher erworbenen Rechte Seinen Souveränen und civilisatorischen Einflusz geltend zu machen und verpflichtet sich in Gemässheit dieser Anerkennung dort weder Gebietserwerbungen zu machen, noch Schutzherrschaften anzunehmen, noch der Ausdehnung des Portugiesischen Einflusses entgegenzutreten.

Die Regierung Seiner Majestät des

dos Algarves toma sobre si identicas obrigações, no que respeita aos territorios que, segundo os artigos 1.° e 2.° d'este convenio, ficam pertencendo á esphera de acção da Allemanha.

Königs von Portugal und Algarvien übernimmt die gleiche Verpflichtung hinsichtlich der laut Artikel 1. und 2. dieses Uebereinkommens der Deutschen Machtsphäre überlassenen Gebiete.

ARTIGO 4.°

Os subditos portuguezes nas possessões allemãs de Africa, e os subditos allemães nas possessões portuguezas africanas, gosarão, no que respeita á protecção de suas pessoas e bens, á acquisição e transmissão de propriedades immobiliarias e ao exercicio de sua industria, do mesmo tratamento, sem differença alguma, e dos mesmos direitos dos subditos da nação que exercer a soberania ou o protectorado.

ARTIKEL 4.

Die Portugiesischen Staatsangehörigen sollen in den Deutschen Besitzungen Afrika's und die Deutschen Reichsangehörigen sollen in den Portugiesischen Besitzungen Afrika's mit Bezug auf den Schutz ihrer Personen und ihres Vermögens, auf den Erwerb und die Uebertragung beweglichen und unbeweglichen Eigenthums, sowie auf die Ausübung ihres Gewerbes ohne Unterschied die gleiche Behandlung und dieselben Rechte wie die Angehörigen des Staats, welcher die Souveränetäts- oder Protektoratsrechte ausübt, geniessen.

ARTIGO 5.°

O governo portuguez e o governo allemão reservam-se negociar ulteriormente accordos especiaes, que facilitem o commercio e a navegação e regulem o trafico nas fronteiras das suas possessões africanas.

(L. S.) = *Barros Gomes.*
(L. S.) = *Schmidthals.*

ARTIKEL 5.

Die Königlich Portugiesische und die Kaiserlich Deutsche Regierung behalten sich vor, weitere auf Erleichterung des Handels und der Schifffahrt, sowie auf Regelung des Grenzverkehrs in den beiderseitigen afrikanischen Besitzungen bezügliche Vereinbarungen zu treffen.

(L. S.) = *Barros Gomes.*
(L. S.) = *Schmidthals.*

ARTIGO ADDICIONAL

Este convenio entrará em vigor e será obrigatorio para os dois governos depois de approvado pelas côrtes portuguezas, e officialmente publicado nos dois paizes.

ZUSATZ-ARTIKEL

Dieses Uebereinkommen wird in Kraft treten und für die beiden vertragschliessenden Mächte bindend sein, sobald dasselbe von den Portugiesischen Kortes angenommen und in den amtlichen Blättern beider Länder veröffentlicht sein wird.

Feito e assignado em duplicado em Lisboa, aos trinta dias de dezembro de mil oitocentos e oitenta e seis.

(L. S.)=*Barros Gomes.*
(L. S.)=*Schmidthals*

Zu doppelter Ausfertigung vollzogen zu Lissabon am dreissigsten Dezember Eintausend Achthundert sechs und achtzig.

(L. S.)=*Barros Gomes.*
(L. S.)=*Schmidthals.*

